

PREMIER TRIMESTRE

Rapport du premier trimestre
de l'exercice 2019 aux actionnaires

Pour nous, il n'existe pas
de marchés étrangers.^{MC}

Groupe Canaccord Genuity Inc. annonce ses résultats du premier trimestre de l'exercice 2019

Compte non tenu des éléments importants, résultat par action ordinaire de 0,19 \$¹ au premier trimestre

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)

TORONTO, le 1^{er} août 2018 – Au cours du premier trimestre de l'exercice 2019, clos le 30 juin 2018, Groupe Canaccord Genuity Inc. (« Canaccord Genuity » ou la « Société »; TSX : CF) a généré des produits des activités ordinaires de 274,1 millions \$. Compte non tenu des éléments importants¹ la Société a comptabilisé un résultat net³ de 25,0 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires² de 21,7 millions \$ (0,19 \$ par action ordinaire). Compte tenu de tous les éléments importants, selon les IFRS, la Société a comptabilisé un résultat net³ de 18,6 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires² de 15,3 millions \$ (0,14 \$ par action ordinaire).

« L'exercice 2019 a démarré en trombe et nous avons continué de renforcer la composition de nos activités et d'accroître l'envergure de nos activités de gestion de patrimoine, tandis que nos activités sur les marchés des capitaux ont profité du contexte toujours favorable aux titres de croissance, affirme Dan Daviau, président et chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity Inc. Nous sommes confiants en notre position sur le marché et démontrons plus que jamais que notre entreprise est positionnée judicieusement pour composer avec l'évolution de la conjoncture du marché tout en garantissant la stabilité au profit de notre entreprise et de nos actionnaires. »

Premier trimestre de l'exercice 2019 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018

- Produits des activités ordinaires de 274,1 millions \$, en hausse de 37,2 %, ou 74,3 millions \$, par rapport à 199,8 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 244,8 millions \$, en hausse de 24,2 %, ou 47,8 millions \$, comparativement à 197,9 millions \$¹
- Charges de 252,2 millions \$, en hausse de 25,1 %, ou 50,6 millions \$, en regard de 201,6 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, résultat par action ordinaire (« RPA ») après dilution de 0,19 \$, par rapport à une perte par action ordinaire de 0,01 \$¹
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net³ de 25,0 millions \$, comparativement à un résultat net³ de 1,6 million \$¹
- Résultat net³ de 18,6 millions \$, comparativement à une perte nette³ de 2,6 millions \$
- RPA après dilution de 0,14 \$, par rapport à une perte par action ordinaire de 0,05 \$

Premier trimestre de l'exercice 2019 par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2018

- Produits des activités ordinaires de 274,1 millions \$, en baisse de 14,9 %, ou 48,0 millions \$, par rapport à 322,1 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 244,8 millions \$, en baisse de 9,3 %, ou 25,1 millions \$, comparativement à 269,9 millions \$¹
- Charges de 252,2 millions \$, en baisse de 22,2 %, ou 72,2 millions \$, en regard de 324,4 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, RPA après dilution de 0,19 \$, par rapport à un RPA après dilution de 0,28 \$¹
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net³ de 25,0 millions \$, comparativement à un résultat net³ de 37,3 millions \$¹
- Résultat net³ de 18,6 millions \$, comparativement à une perte nette³ de 9,7 millions \$
- RPA après dilution de 0,14 \$, par rapport à une perte par action ordinaire de 0,15 \$

Table des matières

Canaccord annonce ses résultats du premier trimestre	1	États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités	33	États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités	36
Lettre aux actionnaires	6	Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités	34	Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités	37
Rapport de gestion	8	États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités	35	Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	38

Situation financière à la fin du premier trimestre de 2019 comparativement au quatrième trimestre de 2018

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 739,3 millions \$, en baisse de 123,5 millions \$ par rapport à 862,8 millions \$
- Fonds de roulement de 563,6 millions \$, en baisse de 12,0 millions \$ par rapport à 575,6 millions \$
- Total des capitaux propres de 819,6 millions \$, en baisse de 21,8 millions \$ en regard de 841,4 millions \$
- Valeur comptable par action ordinaire après dilution de 5,52 \$, en baisse de 0,19 \$ par rapport à 5,71 \$⁴
- Le 1^{er} août 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,01 \$ par action ordinaire payable le 10 septembre 2018 aux actionnaires inscrits le 31 août 2018
- Le 1^{er} août 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 1^{er} octobre 2018 aux actionnaires inscrits le 14 septembre 2018 ainsi qu'un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 1^{er} octobre 2018 aux actionnaires inscrits le 14 septembre 2018

Sommaire des activités

SIÈGE SOCIAL

- Le 6 juin 2018, la Société a annoncé la conclusion d'une lettre d'intention non contraignante visant l'acquisition de 30 % de plus des actions de ses activités sur les marchés des capitaux en Australie et de gestion de patrimoine, Canaccord Genuity (Australia) Limited. La transaction augmentera la participation de la Société dans Canaccord Genuity (Australia) pour la faire passer de 50 % à 80 %. La contrepartie d'acquisition de 36,0 millions \$ AU comprendra un montant de 15,0 millions \$ AU au comptant, des billets à payer de 6,0 millions \$ AU et environ 2,3 millions d'actions d'un capital de 15,0 millions \$ AU qui seront émises par la Société. Les actions seront assujetties à une convention d'entiercement de trois ans et libérées chaque année. La clôture est assujettie à la finalisation de la documentation définitive, au respect des conditions de clôture habituelles et à l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, y compris celle de la Bourse de Toronto (qui a été obtenue).
- Le 6 juin 2018, la Société a annoncé qu'elle avait conclu l'acquisition annoncée précédemment de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, « Jitneytrade ») directement et par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. Jitneytrade Inc. est un courtier à accès direct et un négociateur de contrats à terme et d'options sur actions au Canada. Finlogik Inc. propose au marché canadien des solutions à valeur ajoutée en technologie financière.
- Le 1^{er} juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui sera présenté aux actionnaires aux fins d'approbation à l'assemblée générale du 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 6 220 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement et cette attribution sera présentée aux actionnaires aux fins de ratification à l'assemblée générale. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ par action et se fonde sur la juste valeur du marché par action ordinaire à la date d'attribution. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement (cours de l'action) sur le marché, et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à trois fois le prix d'exercice.
- Le 11 juin 2018, Canaccord Genuity Acquisition Corp. (« CGAC »), société d'acquisition à vocation spécifique nouvellement constituée aux fins d'acquisition par une filiale en propriété exclusive de la Société (le « commanditaire »), a annoncé la fusion proposée avec Spark Power Corp. La fusion constituera la transaction admissible de CGAC et est assujettie au respect de certaines conditions, notamment l'obtention des approbations des organismes de réglementation et des actionnaires de CGAC.

CANACCORD GENUITY (MARCHÉS DES CAPITAUX)

- Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 156,2 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, a enregistré un résultat net avant impôt sur le résultat de 13,2 millions \$¹.
- Canaccord Genuity a participé à 92 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, qui lui ont permis de recueillir un produit total de 11,2 milliards \$ CA⁵ au cours du T1/19.
- Canaccord Genuity a été chef de file ou cochef de file pour 41 transactions à l'échelle internationale, qui lui ont permis de mobiliser un produit total de 1,75 milliard \$ CA⁵ au cours du T1/19.
- Au cours du T1/19, les transactions de financement de sociétés importantes pour Canaccord Genuity ont compris les suivantes :
 - Une transaction de 143,0 millions \$ CA pour MedMen Enterprises Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Un premier appel public à l'épargne de 132,3 millions \$ CA pour The Green Organic Dutchman à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 115,0 millions \$ US pour Sientra Inc. au Nasdaq
 - Une transaction de 100,4 millions \$ CA pour CannTrust Holdings Inc. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 83,3 millions \$ CA pour Green Thumb Industries à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 52,6 millions \$ US pour T2 Biosystems Inc. au Nasdaq
 - Une transaction de 50,3 millions \$ US pour Asure Software au Nasdaq
 - Un premier appel public à l'épargne de 70,0 millions \$ AU pour Marley Spoon AG à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 46,0 millions \$ US pour Sesen Bio Inc. au Nasdaq
 - Une transaction de 20,4 millions £ pour Pacific Industrial & Logistics (maintenant Urban Logistics REIT) à l'AIM
 - Une transaction de 29,7 millions \$ US pour ORBCOMM au Nasdaq
 - Une transaction de 25,0 millions \$ CA pour The Green Organic Dutchman à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 34,5 millions \$ CA pour Vogogo Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Un placement privé de 34,0 millions \$ CA pour UrtheCast Corp.
 - Une transaction de 30,0 millions \$ CA pour Globalive Technology Partners (à la Bourse de croissance TSX)
 - Un placement de 25,0 millions \$ AU pour Alliance Mineral Assets Ltd à la SGX

- Une transaction de 17,3 millions \$ CA pour CannaRoyalty Corp. à la Bourse de croissance TSX
- Une transaction de 20,0 millions \$ AU pour Tawana Resources Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 15,0 millions \$ AU pour Oklo Resources Limited à la Bourse d'Australie
- Au Canada, Canaccord Genuity a participé à la mobilisation de 301,0 millions \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et d'obligations de sociétés au cours du T1/19.
- Canaccord Genuity a généré des produits tirés des services de consultation de 24,6 millions \$ au cours du T1/19, en hausse de 5,7 millions \$, ou 30,4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Au cours du T1/19, les transactions de fusions et acquisitions et de consultation importantes ont compris les suivantes :
 - Conseiller de la CDPQ dans le cadre de son acquisition d'une participation minoritaire importante dans le Groupe Fives, aux côtés d'Investissements PSP et de Ardian, évaluée à un montant de 1,5 milliard €
 - Conseiller de Spinal Kinetics, Inc. dans le cadre de sa vente à Orthofix International N.V.
 - Conseiller de DZETA Conseil dans le cadre de sa vente d'Outilacier à IPH/Brammer
 - Conseiller de Reeher LLC dans le cadre de sa vente à Blackbaud Inc.
 - Conseiller de Ketra Inc. dans le cadre de son acquisition par Lutron Electronics Inc.
 - Conseiller de Aveda Transportation & Energy Services dans le cadre de sa vente à Daseke Inc. pour un montant de 126,0 millions \$ CA
 - Conseiller de REACH Health, Inc. dans le cadre de sa vente à InTouch Health, Inc.
 - Conseiller de Acasta Enterprises Inc. dans le cadre de sa vente de JemPak Corporation à Henkel AG & Co. pour un montant de 118 millions \$ CA
 - Conseiller de Kratos Defense & Security Solutions dans le cadre de la vente de sa division de la sécurité publique à Securitas
 - Conseiller de etc. venues dans le cadre de son partenariat avec Benchmark
 - Conseiller de Acolyte Group dans le cadre de sa vente à General LED Holdings
 - Conseiller de Tiger Optics LLC dans le cadre de son acquisition par Union Park Capital LLC
 - Conseiller de Tessi dans le cadre de son acquisition et de son financement d'Owliance
 - Conseiller de LBO France dans le cadre du refinancement de FH Ortopedics
 - Conseiller de First Cobalt Corp. dans le cadre de son acquisition de US Cobalt Inc. pour un montant de 98 millions \$

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 112,6 millions \$ au T1/19.
- Les actifs sous administration au Canada et les actifs sous gestion au Royaume-Uni et en Europe et en Australie totalisaient 66,2 milliards \$ à la fin du T1/19⁴, une augmentation de 8,0 % par rapport à 61,3 milliards \$ à la fin du T4/18 et une augmentation de 68,5 % par rapport à 39,3 milliards \$ à la fin du T1/18.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 46,8 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et avant impôt, a comptabilisé un résultat net de 5,2 millions \$ au T1/19.
- Les actifs sous administration au Canada totalisaient 18,9 milliards \$ au 30 juin 2018, en hausse de 21,5 % en regard de 15,6 milliards \$ à la fin du trimestre précédent et de 49,3 % en regard de 12,7 milliards \$ à la fin du T1/18⁴.
- Les actifs sous gestion au Canada (discrétionnaires) totalisaient 3,7 milliards \$ au 30 juin 2018, en hausse de 32,2 % en regard de 2,8 milliards \$ à la fin du trimestre précédent et de 40,6 % en regard de 2,6 milliards \$ à la fin du T1/18⁴.
- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 148 équipes de conseillers⁶ à la fin du T1/19, soit six équipes de plus qu'au 31 mars 2018, et treize équipes de plus qu'au 30 juin 2017.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 65,8 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net de 13,5 millions \$ avant impôt au T1/19¹.
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) ont atteint 46,4 milliards \$ (26,9 milliards £) au 30 juin 2018, en hausse de 3,5 % en regard de 44,9 milliards \$ (24,8 milliards £) à la fin du trimestre précédent et de 80,3 % par rapport à 25,8 milliards \$ (15,3 milliards £) au 30 juin 2017⁴. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les actifs sous gestion au 30 juin 2018 avaient augmenté de 8,5 % par rapport à ceux au 31 mars 2018 et de 75,8 % par rapport à ceux au 30 juin 2017⁴.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

2) Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires correspond au résultat net ajusté en fonction des participations ne donnant pas le contrôle et des dividendes sur actions privilégiées.

3) Avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées.

4) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » aux pages 4 et 9.

5) Transactions de plus de 1,5 million \$. Données de la Société.

6) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détiennent depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Les mesures non conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») présentées comprennent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution et des chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription et de la conversion des débentures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont aux termes des options, bons de souscription et débentures convertibles, et qui, depuis le T1/14, est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») de la Société qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation du rendement d'exploitation des activités de la Société et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2018	2017	
(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)			
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	274 123 \$	199 808 \$	37,2 %
Total des charges selon les IFRS	252 241 \$	201 580 \$	25,1 %
<i>Produits des activités ordinaires</i>			
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>	—	—	—
<i>Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants</i>	274 123 \$	199 808 \$	37,2 %
<i>Charges</i>			
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>			
Amortissement des immobilisations incorporelles	579	580	(0,2) %
Frais de restructuration ²	1 316	448	193,8 %
Frais connexes aux acquisitions	1 173	—	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>			
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 856	1 324	115,7 %
Frais connexes aux acquisitions	—	2 184	(100,0) %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition ³	1 543	—	négl.
Total des éléments importants	7 467	4 536	64,6 %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	274 123	199 808	37,2 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	244 774	197 044	24,2 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	29 349 \$	2 764 \$	négl.
Impôt sur le résultat – ajusté	4 314	1 149	275,5 %
Résultat net – ajusté	25 035 \$	1 615 \$	négl.
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	21 651 \$	(627) \$	négl.
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	0,23 \$	(0,01) \$	négl.
Résultat par action ordinaire – après dilution, ajusté	0,19 \$	(0,01) \$	négl.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

2) Les frais de restructuration pour le trimestre clos le 30 juin 2018 ont été engagés dans le cadre des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

3) Les coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement.
négl. : négligeable

RÉSULTATS SECTORIELS POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2018

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Compte non tenu des éléments importants ^A	IFRS
				Total	Total
Produits des activités ordinaires	156 172 \$	112 576 \$	5 375 \$	274 123 \$	274 123 \$
Charges	(141 771)	(94 923)	(15 547)	(252 241)	(252 241)
Imputations intersectorielles	(4 305)	(3 347)	7 652	—	—
Résultat avant impôt sur le résultat et éléments importants	10 096 \$	14 306 \$	(2 520) \$	21 882 \$	21 882 \$
<i>Éléments importants^A</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	579	2 856	—	3 435	—
Frais de restructuration	1 316	—	—	1 316	—
Frais connexes aux acquisitions	1 173	—	—	1 173	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition	—	1 543	—	1 543	—
Total des éléments importants	3 068	4 399	—	7 467	—
Résultat avant impôt sur le résultat	13 164 \$	18 705 \$	(2 520) \$	29 349 \$	21 882 \$
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat ^B	(2 337)	(2 805)	828	(4 314)	(3 233)
Participations ne donnant pas le contrôle	(1 033)	—	—	(1 033)	(1 033)
Dividendes sur actions privilégiées ^C	(1 366)	(985)	—	(2 351)	(2 351)
Non sectoriel et autres ^C	(983)	(709)	1 692	—	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	7 445	14 206	—	21 651	15 265
Facteurs du RPA après dilution					
Intérêt sur les débetures convertibles, net d'impôt ^C	491	353	—	844	844
	7 936	14 559	—	22 495	16 109
Nombre moyen d'actions, après dilution ^D	117 541	117 541	—	117 541	117 541
Résultat par action, après dilution, compte non tenu des éléments importants ^A	0,07 \$	0,12 \$	—	0,19 \$	—
Résultat par action, après dilution, selon les IFRS	—	—	—	—	0,14 \$

A) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

B) Répartition de la provision pour impôt consolidée en fonction de l'estimation faite par la direction par région et par division.

C) Répartition aux secteurs des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine en fonction des produits des activités ordinaires.

D) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution.

Chers actionnaires,

Nos résultats du premier trimestre de l'exercice 2019 font état de la stabilité des données fondamentales de notre entreprise, tant à l'égard des produits des activités ordinaires que des charges. Au cours du trimestre, Groupe Canaccord Genuity Inc. a enregistré des produits des activités ordinaires records de 274,1 millions \$, soit une augmentation de 37,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

L'incidence de l'incertitude politique et des tensions commerciales au cours de la période a été contrebalancée par une croissance des bénéfices saine dans la plupart de nos principaux marchés, alimentée par la vigueur de l'économie américaine, le resserrement des marchés de l'emploi en Amérique du Nord et la hausse des prix des produits de base – facteurs qui ont tous contribué à l'accroissement des activités et à la participation des clients au cours d'un trimestre habituellement caractérisé par un manque de vigueur. La croissance des produits des activités ordinaires générée lors du trimestre a été assez généralisée au sein de nos secteurs des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine qui ont dégagé des produits des activités ordinaires respectivement de 156,2 millions \$ et 112,6 millions \$.

Compte non tenu des éléments importants¹, nous avons engagé des charges plus importantes qu'au premier trimestre de l'exercice précédent, à l'appui de l'intensification des activités sur les marchés des capitaux et de la croissance du secteur de gestion du patrimoine au Royaume-Uni et au Canada. En dépit de cette augmentation, le ratio des charges à l'échelle de la Société a diminué de 9,3 points de pourcentage d'un exercice à l'autre, ce qui témoigne de la priorité que nous continuons d'accorder à la compression des coûts dans l'ensemble de nos activités.

Pour le trimestre considéré, le résultat net, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 25,0 millions \$, soit une hausse considérable par rapport à 1,6 million \$ il y a un an. Cette hausse s'est traduite par un résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, de 0,19 \$ pour le trimestre, et nous estimons que 63 %, ou 0,12 \$, de ce montant est attribuable à l'accroissement de nos activités mondiales de gestion de patrimoine.

Une rentabilité accrue fondée sur l'accroissement des activités de gestion de patrimoine

À la fin du trimestre, le total des actifs pour le compte de nos clients s'est hissé à 66,2 milliards \$, ce qui représente une amélioration marquée de 68,5 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Par suite de l'acquisition de Hargreave Hale en septembre 2017, nos activités de gestion du patrimoine élargies au Royaume-Uni et en Europe ont affiché une croissance des produits des activités ordinaires d'un exercice à l'autre de 73,0 % au cours du trimestre. Évalués en monnaie locale, les actifs pour le compte de nos clients dans ce secteur ont grimpé de 75,8 % sur 12 mois et de 8,5 % séquentiellement, pour se chiffrer à 26,9 milliards £. Nous continuons de réaliser des progrès soutenus au chapitre de l'intégration de Hargreave Hale. Nous prévoyons la poursuite de la croissance interne et une amélioration des marges dans ce secteur, compte tenu des efforts collectifs déployés par nos équipes dans cette région pour tabler sur leurs forces complémentaires en vue d'offrir un rendement des placements robuste, une expérience client améliorée et un meilleur niveau d'engagement et de dévouement de la part des employés.

Le total des actifs dans nos activités de gestion de patrimoine au Canada a progressé de 49,3 % sur 12 mois et de 21,5 % séquentiellement, pour atteindre 18,9 milliards \$. Les produits des activités ordinaires dans ce secteur ont bondi de 26,7 % comparativement à ceux du premier trimestre de l'exercice précédent, pour s'établir à 46,8 millions \$. Au cours du trimestre, nous avons accueilli de nouvelles équipes de conseillers et obtenu des actifs de clients additionnels à Vancouver, à Winnipeg, à Edmonton et à Toronto. L'apport aux produits des activités ordinaires et au résultat net attribuable à ces ajouts sera mieux quantifié lors des prochaines périodes de présentation de l'information financière.

Le recrutement au Canada s'intensifie, les conseillers en placement chevronnés reconnaissant de plus en plus les avantages et les occasions que procure une plateforme indépendante pour leurs activités et leurs clients, laquelle donne accès à une vaste expertise et à de multiples occasions à l'échelle mondiale. En effet, la taille moyenne du portefeuille par équipe de conseillers en placement dans ce secteur a progressé de plus de 80 % au cours des deux derniers exercices seulement.

Dans l'ensemble de nos activités de gestion de patrimoine, nous continuons à investir dans le renforcement de notre expertise en matière de services d'arrière-guichet et dans la mise en œuvre de solutions technologiques susceptibles de rehausser l'efficacité de nos processus, de façon à pouvoir intégrer harmonieusement les nouveaux experts en placement et les nouveaux clients au fil de l'accroissement de notre envergure et de nos actifs dans ce secteur.

De meilleurs résultats pour nos clients des marchés des capitaux et une meilleure position concurrentielle

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2019, Canaccord Genuity a participé à 92 transactions, mobilisant 11,2 milliards \$ pour des sociétés de croissance mondiales.

Les produits tirés de nos activités mondiales sur les marchés des capitaux ont bondi de 28,3 % sur 12 mois pour s'établir à 156,2 millions \$, en raison essentiellement des niveaux des activités de financement de sociétés et de consultation plus élevés aux États-Unis, au Canada et en Australie au cours d'un trimestre généralement caractérisé par sa lenteur.

Au cours du trimestre, les produits issus des activités de consultation et de prise ferme ont augmenté respectivement de 30,4 % et 75,8 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nous continuons à observer une tendance généralisée pour des transactions de plus grande envergure dans l'ensemble de nos activités de consultation, ce qui rend compte de la demande croissante pour des conseils indépendants sans conflits d'intérêts. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste pour la période considérée se sont accrus de 19,4 % d'un exercice à l'autre, du fait surtout de l'intensification des activités sur les marchés aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Nos activités aux États-Unis ont été le principal vecteur de nos résultats trimestriels, dégageant à elles seules des produits des activités ordinaires trimestriels records de 76,2 millions \$. Toujours au cours du trimestre considéré, les produits tirés des activités de financement de sociétés et de consultation ont augmenté respectivement de 262,9 % et 29,0 % par rapport à l'exercice précédent et notre groupe Actions institutionnelles s'est à

¹ Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

nouveau distingué. Compte non tenu des éléments importants, ce secteur a inscrit une marge bénéficiaire avant impôt de 10,0 %, soit une amélioration marquée par comparaison de la perte de 4,1 % enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent.

Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont également produit un résultat trimestriel appréciable. Au cours du trimestre, ce secteur a conservé son avance en tant que banque d'investissement indépendante de premier plan au Canada, mobilisant presque 70 % plus de capitaux que son plus proche concurrent indépendant. Les volumes de négociation dans ce secteur ont reculé en raison de la volatilité réduite et du caractère saisonnier des activités au cours du trimestre. Néanmoins, Canaccord Genuity et Jitneytrade sont demeurés en tête de peloton quant aux volumes de négociation sur des blocs de titres au Canada. Par suite de la clôture de l'acquisition de Jitneytrade au cours du trimestre, nous prévoyons que l'apport croissant de ce secteur se reflétera sur les prochaines périodes de présentation de l'information financière.

Nos activités sur les marchés des capitaux en Australie se sont démarquées par leur dynamisme dans l'ensemble des secteurs et ont conservé leur position dans cette région à titre de banque d'investissement de premier plan axée sur les actions de sociétés à petite capitalisation. Ce secteur est un pilier de plus en plus important pour notre plateforme mondiale et son apport au total des produits des activités ordinaires du secteur des marchés des capitaux a augmenté de 123 % d'un exercice à l'autre.

Les résultats du premier trimestre de nos activités au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï ont été touchés par le moment de la clôture des transactions dans ces régions. Vu l'importance de la composante consultations, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peut être inégal dans ce secteur. Au cours de la période, nous avons aussi entrepris d'autres démarches pour ajuster la composition de notre personnel dans la région dans un souci d'harmonisation plus poussée avec notre plateforme mondiale.

Nous continuons de déployer des efforts pour créer un réseau mondial unifié d'experts en financement de sociétés, en vente, en négociation et en recherche qui constitue un élément différenciateur important dans toutes les régions où nous exerçons nos activités. Au cours du trimestre considéré, les produits des activités ordinaires par employé tirés de nos activités mondiales sur les marchés des capitaux ont grimpé de 25,3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et nous visons toujours de plus grands gains d'efficacité et des capacités d'exécution rehaussées.

Exécution sans faille de notre stratégie pour assurer une plus grande réussite à long terme

À l'aube du deuxième trimestre, les données fondamentales du marché demeurent largement favorables et les éléments propices à une conjoncture de marché opportune pour les titres de croissance sont toujours en place et appuient les activités stratégiques de fusions et d'acquisitions et de mobilisation de capitaux.

Même si notre secteur est appelé à composer avec des incertitudes variées pouvant avoir une incidence sur la confiance des investisseurs, nous démontrons plus que jamais que notre entreprise est positionnée judicieusement pour faire face à des épisodes de volatilité périodiques pendant que nous maintenons l'accent sur l'atteinte de nos objectifs à court et à moyen terme.

Compte tenu des signes qui laissent envisager un contexte économique difficile pour les titres de croissance, nous prévoyons que la hausse des prix des produits de base se traduira par une intensification des activités dans le secteur des ressources naturelles, véritable pierre d'assise de notre Société tout au long de son histoire. Nous nous attendons aussi à ce que les secteurs non traditionnels dans lesquels Canaccord Genuity occupe une forte position, comme ceux du cannabis et des actifs numériques, suscitent un intérêt plus marqué.

Je suis d'avis que grâce à l'apport croissant de nos activités de gestion de patrimoine, nous serons mieux outillés pour gérer les périodes moins florissantes sur le plan des nouvelles émissions d'actions et des activités de consultation et que nos activités sur les marchés des capitaux possèdent l'envergure requise pour offrir à nos clients un niveau de service uniforme dans l'ensemble de nos marchés. En outre, notre plateforme de négociation élargie au Canada nous permettra de nous tailler une part encore plus avantageuse des activités de négociation lors des périodes présentant un fort volume.

La Société dispose toujours de capitaux suffisants pour être en mesure d'investir dans ses priorités stratégiques, grâce à un fonds de roulement de 563,6 millions \$.

Indifféremment du contexte de marché, nous continuerons d'exécuter notre stratégie qui consiste à procurer une plus grande stabilité à long terme et des rendements plus prévisibles pour nos actionnaires. Nous pouvons compter sur un bassin de professionnels chevronnés qui s'engagent à fournir des occasions différenciées et un service exceptionnel aux clients, ainsi que sur une composition des produits des activités ordinaires diversifiée qui nous permet de tirer parti de la conjoncture, quelle qu'elle soit.

Salutations cordiales,

DAN DAVIAU

Président et chef de la direction
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Rapport de gestion

Premier trimestre de l'exercice 2019 clos le 30 juin 2018 – ce document est daté du 1^{er} août 2018

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats d'exploitation du trimestre clos le 30 juin 2018 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, le trimestre clos le 30 juin 2018 est aussi désigné par les termes « premier trimestre de 2019 », « T1/19 » et « premier trimestre de l'exercice 2019 ». Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc., et « Groupe Canaccord Genuity » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. « Canaccord Genuity » désigne le secteur du financement de sociétés et des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2018, qui commencent à la page 33 du présent rapport, la notice annuelle datée du 25 juin 2018 et le rapport de gestion annuel de 2018, y compris les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018 (« états financiers consolidés annuels audités »), qui se trouvent dans le rapport annuel de la Société daté du 6 juin 2018 (« rapport annuel de 2018 »). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2018, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, de la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats d'exploitation, la performance, les perspectives et les possibilités d'affaires de la Société. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers résumés intermédiaires non audités et les états financiers consolidés annuels audités de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle de 2018 déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, de même que les facteurs dont il est question à la rubrique « Risques » du présent rapport de gestion qui aborde le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2019 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers résumés intermédiaires et les états financiers consolidés annuels audités de la Société et dans son rapport annuel de 2018 et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas non plus exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Présentation de l'information financière et des mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2018 (les « états financiers du premier trimestre de 2019 ») qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Les états financiers du premier trimestre de 2019 ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), selon les méthodes comptables que la Société a adoptées pour la préparation de ses états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2018.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (« RCP ») comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, et de la conversion des débiteures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options, bons de souscription et débiteures convertibles, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (« ASA ») et les actifs sous gestion (« ASG ») représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés *Programme de conseils en placement CT* et *Programme de gestion des placements des particuliers CT*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Pour nous, il n'existe pas de marchés étrangers.^{MC}

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

Conjoncture du marché au cours du T1 de l'exercice 2019

Contexte économique :

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, l'indice S&P 500 (+3,4 %) et l'indice S&P/TSX (+6,8 %) ont enregistré des rendements positifs. Toutefois, le rendement des actions mondiales (+0,8 %) est demeuré presque inchangé en raison de la faible performance des actions des marchés émergents (-3,3 %) qui sont vulnérables aux tensions commerciales grandissantes. Au cours du premier trimestre de l'exercice, l'inflation a augmenté, la Réserve fédérale a haussé les taux à court terme de 25 points de base et la Banque centrale européenne (« BCE ») a annoncé qu'elle mettrait fin à son programme d'achat d'obligations en décembre et qu'elle maintiendrait les taux d'intérêt au même niveau pendant une autre année. Entre-temps, les tensions commerciales se sont exacerbées et la croissance de l'économie mondiale a ralenti, les données sur l'économie de l'Europe et du Japon s'étant détériorées. Dans ce contexte, la courbe de rendement des obligations américaines à 10 ans et à 2 ans s'est aplanie, tandis que les monnaies des marchés émergents (-5,4 %), l'euro (-5,1 %) et le dollar canadien (-1,9 %) se sont dépréciés par rapport au dollar américain. Dans les marchés émergents, certaines banques centrales ont haussé les taux à court terme pour stabiliser leur monnaie, mais la plupart d'entre elles sont demeurées dans l'attente. Du côté des produits de base, les prix des métaux industriels ont reculé, mais l'offre limitée a permis aux prix du pétrole brut de clôturer le trimestre sur une note positive, une hausse de 14,3 % par rapport aux prix du trimestre précédent.

En résumé, bien que le marché haussier des actions parvienne à maturité, la croissance des bénéfices demeure saine, les banques centrales mondiales maintiennent leurs mesures d'assouplissement et les principaux indicateurs économiques n'indiquent pas pour l'instant la fin du cycle économique actuel.

Financement de sociétés et consultation

Les activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs de prédilection ont ralenti depuis le trimestre précédent, mais se sont considérablement améliorées d'un exercice à l'autre. Comme l'indique le tableau ci-dessous, le rendement toujours solide enregistré par les actions de sociétés à petite capitalisation au cours de la dernière année demeure encourageant pour les activités de mobilisation de capitaux et de consultation de notre entreprise.

Valeur de l'indice à la fin du trimestre	T1/18		T2/18		T3/18		T4/18		T1/19		
	30 juin 17	(d'un exercice à l'autre)	29 sept. 17	(d'un exercice à l'autre)	29 déc. 17	(d'un exercice à l'autre)	30 mars 18	(d'un exercice à l'autre)	29 juin 18	(d'un trimestre à l'autre)	
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	256,4	16,5 %	278,5	18,4 %	301,8	34,5 %	306,1	21,7 %	277,6	8,3 %	-9,3 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	226,1	22,7 %	241,3	20,5 %	258,6	34,6 %	261,1	22,1 %	239,1	5,8 %	-8,4 %

Source : Thomson Reuters Datastream, estimations de Canaccord Genuity

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les entreprises à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché, et la réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition ou de restructuration. La faiblesse de la situation économique et des marchés des capitaux mondiaux peut gêner l'activité de fusions et acquisitions visant le marché des petites et moyennes entreprises, mais, par contre, offrir de bonnes occasions pour nos activités de restructuration.

Négociation

Bien que les volumes de négociation aient diminué au Canada et en Europe en regard de ceux de la période correspondante il y a un an, l'amélioration marquée des volumes de négociation aux États-Unis, ainsi que les rendements positifs affichés par les actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation au cours du T1/19 et la plus grande volatilité du marché ont contribué à stimuler les activités de placement pour compte. Cette situation est positive compte tenu de la mise en œuvre des règles de la directive MiFID II (directive concernant les marchés d'instruments financiers) dans certaines des régions où nous exerçons nos activités. À elle seule, cette nouvelle directive devrait restreindre l'activité de négociation des gestionnaires de fonds à moyen et long terme. En outre, le volume intéressant de nouvelles émissions d'actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation s'est traduit par des activités de négociation un peu plus fortes au cours du trimestre.

Valeur moyenne au cours du trimestre/de l'exercice	T1/18		T2/18		T3/18		T4/18		T1/19		
	30 juin 17	(d'un exercice à l'autre)	29 sept. 17	(d'un exercice à l'autre)	29 déc. 17	(d'un exercice à l'autre)	29 mars 18	(d'un exercice à l'autre)	29 juin 18	(d'un trimestre à l'autre)	
Russell 2000	1390,4	22,7 %	1416,1	15,8 %	1511,5	17,4 %	1554,4	13,1 %	1607,0	15,6 %	3,4 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	1729,7	17,8 %	1745,6	12,8 %	1853,4	16,5 %	1914,6	12,2 %	1931,8	11,7 %	0,9 %
FTSE 100	7388,2	19,1 %	7380,7	9,1 %	7480,4	8,0 %	7359,4	1,2 %	7537,4	2,0 %	2,4 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1067,4	18,3 %	1071,5	15,5 %	1107,9	18,0 %	1105,0	10,1 %	1115,1	4,5 %	0,9 %
S&P/TSX	15472,3	11,7 %	15181,4	4,1 %	15982,8	7,0 %	15752,1	1,3 %	15864,4	2,5 %	0,7 %

Source : Thomson Reuters Datastream, estimations de Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine (mondial)

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2019, la valeur de marché des actions américaines (+3,4 %) et canadiennes (+6,8 %) a rebondi par rapport au faible niveau observé à la fin de l'exercice 2018. La solidité des bénéfices alimentée par la réforme fiscale aux États-Unis, le resserrement des marchés de l'emploi en Amérique du Nord et la hausse des prix des produits de base (+8,0 % d'un trimestre à l'autre) ont permis de contrebalancer l'incidence de l'incertitude politique et des tensions commerciales. Toutefois, la baisse du rendement des actions des marchés émergents (-3,3 %) a compromis le rendement de l'indice MSCI Monde (+0,8 %).

	T1/18 (d'un trimestre à l'autre)	T2/18 (d'un trimestre à l'autre)	T3/18 (d'un trimestre à l'autre)	T4/18 (d'un trimestre à l'autre)	T1/19 (d'un trimestre à l'autre)	Exercice 2018 (d'un exercice à l'autre)
Rendement total (hors monnaies étrangères)						
S&P 500	3,1 %	4,5 %	6,6 %	-0,8 %	3,4 %	17,9 %
S&P/TSX	-1,6 %	3,7 %	4,5 %	-4,5 %	6,8 %	8,6 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	6,7 %	7,7 %	5,7 %	0,6 %	-3,3 %	18,3 %
MSCI MONDE	4,5 %	5,3 %	5,8 %	-0,9 %	0,8 %	16,3 %
INDICE S&P GS COMMODITY	-5,5 %	7,2 %	9,9 %	2,2 %	8,0 %	22,9 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	0,9 %	0,6 %	-0,2 %	-2,5 %	-0,6 %	-1,7 %
\$ CA/\$ US	2,7 %	4,0 %	-0,9 %	-2,4 %	-1,9 %	1,4 %
\$ CA/€	-4,3 %	0,6 %	-2,4 %	-4,8 %	3,3 %	-7,6 %

Perspectives

Les principaux indicateurs économiques mondiaux donnent à penser que le cycle économique et le marché haussier en cours, bien qu'ils semblent arriver à maturité, ne tirent pas encore à leur fin. Cela dit, certains signes indiquent que le contexte économique pourrait nuire davantage aux titres de croissance. La Réserve fédérale semble vouloir s'engager à hausser graduellement les taux à court terme du fait de l'accroissement des pressions inflationnistes et du rétrécissement de l'écart de production. Nous prévoyons que l'incidence combinée de la hausse des rendements obligataires, de la solidité du dollar américain et du raffermissement des prix du pétrole étrangleront l'activité économique, mais nous sommes d'avis que les risques de récession au cours des prochaines années demeureront faibles. Au Canada, en raison du niveau d'endettement élevé des consommateurs et des sociétés, des contraintes imposées en matière de prêts hypothécaires et des incertitudes entourant l'ALENA, le taux de croissance ne devrait pas dépasser 2 % environ. Ailleurs dans les marchés développés, nous prévoyons que la BCE et la Banque du Japon maintiendront leurs politiques d'assouplissement monétaire, en raison des données économiques récentes décevantes. Dans les marchés émergents, malgré les préoccupations à l'égard de la politique de plus en plus protectionniste de l'administration américaine, les principaux indicateurs économiques continuent de pointer vers une accélération de la croissance. La réaction excessive à la dépréciation des monnaies par les banques centrales, qui pourraient hausser les taux soudainement, demeure le facteur clé à surveiller à plus long terme. De plus, en cas de déclenchement d'une guerre commerciale mondiale, la hausse des taux à court terme et l'augmentation des tarifs pourraient éventuellement entraver la croissance de l'économie mondiale. À l'heure actuelle, les politiques monétaires continuent d'être accommodantes à l'échelle mondiale. Nous estimons également que l'affaiblissement des monnaies mondiales pourrait contribuer à atténuer l'incidence de la hausse des tarifs douaniers et à redistribuer la croissance à l'extérieur des États-Unis.

À plus long terme, le contexte financier demeure favorable pour les activités de fusion et d'acquisitions et les nouvelles émissions. Historiquement, les volumes de fusions et d'acquisitions et leur valeur totale ont toujours eu tendance à augmenter dans un contexte de marché haussier en voie d'arriver à maturité. À ce titre, nous prévoyons que les activités de financement s'étendront bien au-delà des secteurs de croissance, notamment pour les sociétés des secteurs des ressources dans lesquels le prix des produits de base et des actions ne cesse d'augmenter depuis le début de l'année. Sinon, nous envisageons l'accroissement continu des activités de financement et de consultation dans les secteurs non traditionnels, comme ceux du cannabis et de la chaîne de bloc. Mis à part les activités de financement et de consultation, nous prévoyons que les groupes liés aux produits de base et sensibles à l'inflation favoriseront l'accroissement des volumes de négociation. En ce qui concerne nos activités de gestion de patrimoine, nous anticipons que le rendement du marché des actions, notamment les actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation, continuera à stimuler la croissance des actifs sous gestion à court terme.

À PROPOS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc. (TSX : CF), qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

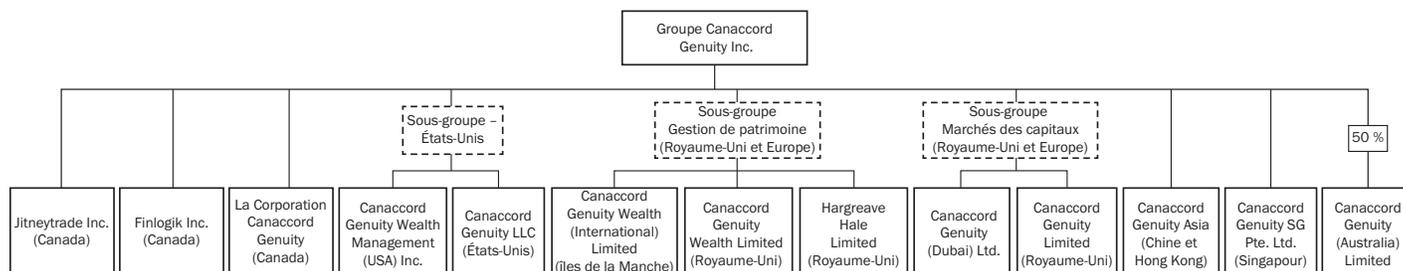
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et des autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation du Groupe Canaccord Genuity.

La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 30 juin 2018, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (58 % au 31 mars 2018). Le 6 juin 2018, la Société a annoncé la conclusion d'une lettre d'intention non contraignante visant l'acquisition de 30 % de plus des actions de Canaccord Genuity (Australia) Limited afin d'accroître sa participation pour la faire passer à 80 %. Au moment de la clôture, comme les actions sont détenues en fiducie, la Société sera considérée, à des fins comptables, comme détenant une participation de 85 %.

Résultats d'exploitation consolidés

SOMMAIRE DES DONNÉES DU PREMIER TRIMESTRE DE 2019^{1, 2, 7}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Trimestres clos les 30 juin			T1/19 par rapport au T1/18
	2018	2017	2016	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (« GCGI »)				
Produits des activités ordinaires				
Commissions et honoraires	136 380 \$	104 955 \$	92 872 \$	29,9 %
Honoraires de consultation	67 521	40 696	37 125	65,9 %
Honoraires de consultation	24 914	18 896	39 594	31,8 %
Négociation à titre de contrepartiste	30 908	25 887	27 546	19,4 %
Intérêts	9 246	5 176	3 608	78,6 %
Autre	5 154	4 198	5 435	22,7 %
Total des produits des activités ordinaires	274 123	199 808	206 180	37,2 %
Charges				
Rémunération au rendement	137 746	106 304	107 575	29,6 %
Charges salariales	28 587	22 407	21 909	27,6 %
Autres charges indirectes ³	83 408	70 237	66 685	18,8 %
Frais connexes aux acquisitions	1 173	2 184	—	(46,3) %
Frais de restructuration ⁴	1 316	448	—	193,8 %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	11	—	—	négl.
Total des charges	252 241	201 580	196 169	25,1 %
Résultat avant impôt sur le résultat	21 882	(1 772)	10 011	négl.
Résultat net	18 649 \$	(2 560) \$	7 455 \$	négl.
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires de GCGI	17 616 \$	(2 262) \$	6 682 \$	négl.
Participations ne donnant pas le contrôle	1 033 \$	(298) \$	773 \$	négl.
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,14 \$	(0,05) \$	0,04 \$	négl.
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (« RCP »)	9,8 %	(3,5) %	2,8 %	13,3 p.p.
Dividendes par action ordinaire	0,01 \$	0,01 \$	—	—
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁵	5,52 \$	4,91 \$	4,75 \$	12,5 %
Total de l'actif	4 221 836 \$	3 623 250 \$	4 083 107 \$	16,5 %
Total du passif	3 387 010 \$	2 868 892 \$	3 337 537 \$	18,1 %
Participations ne donnant pas le contrôle	15 259 \$	12 481 \$	9 892 \$	22,3 %
Total des capitaux propres	819 567 \$	741 877 \$	735 678 \$	10,5 %
Nombre d'employés	2 038	1 697	1 737	20,1 %
Compte non tenu des éléments importants⁶				
Total des produits des activités ordinaires	274 123 \$	199 808 \$	204 987 \$	37,2 %
Total des charges	244 774	197 044	193 946	24,2 %
Résultat avant impôt sur le résultat	29 349	2 764	11 041	négl.
Résultat net	25 035	1 615	8 139	négl.
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires de GCGI	24 002	1 913	7 299	négl.
Participations ne donnant pas le contrôle	1 033	(298)	840	négl.
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,19 \$	(0,01) \$	0,05 \$	négl.

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le rendement des capitaux propres, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée au trimestre clos le 30 juin 2018 (42 % au trimestre clos le 30 juin 2017 et 42 % au trimestre clos le 30 juin 2016).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration pour le trimestre clos le 30 juin 2018 ont été engagés dans le cadre des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration pour le trimestre clos le 30 juin 2017 étaient liés à la clôture de certaines transactions de négociation à nos bureaux de Dublin, qui fait partie de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

5) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription et de la conversion des débiteures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options, bons de souscription et débiteures convertibles, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

6) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.

7) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited depuis le 18 septembre 2017, et les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. depuis le 6 juin 2018.

négl. : négligeable

p.p. : points de pourcentage

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2018	2017	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	274 123 \$	199 808 \$	37,2 %
Total des charges selon les IFRS	252 241 \$	201 580 \$	25,1 %
<i>Produits des activités ordinaires</i>			
Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity	—	—	—
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	274 123	199 808	37,2 %
<i>Charges</i>			
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>			
Amortissement des immobilisations incorporelles	579	580	(0,2) %
Frais de restructuration ²	1 316	448	193,8 %
Frais connexes aux acquisitions	1 173	—	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>			
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 856	1 324	115,7 %
Frais connexes aux acquisitions	—	2 184	(100,0) %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions ³	1 543	—	négl.
Total des éléments importants	7 467	4 536	64,6 %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	274 123	199 808	37,2 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	244 774	197 044	24,2 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	29 349 \$	2 764 \$	négl.
Impôt sur le résultat – ajusté	4 314	1 149	275,5 %
Résultat net – ajusté	25 035 \$	1 615 \$	négl.
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	21 651	(627)	négl.
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	0,23 \$	(0,01) \$	négl.
Résultat par action ordinaire – après dilution, ajusté	0,19 \$	(0,01) \$	négl.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

2) Les frais de restructuration pour le trimestre clos le 30 juin 2018 ont été engagés dans le cadre des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

3) Les coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement.
négl. : négligeable

Change

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. Au T1/19, en regard du T1/18, la livre sterling s'est appréciée d'environ 2,0 % par rapport au dollar canadien, tandis que le dollar américain s'est déprécié d'environ 4,1 %. Cette fluctuation du change a contribué à une partie de la variation de postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

Régions géographiques

Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée. Avant le T3/17, l'Australie était incluse dans les Autres établissements à l'étranger. Depuis le T3/17 également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont incluses dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Notre secteur géographique Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, et comprenait également nos anciennes activités à Singapour et à la Barbade avant la vente ou la fermeture. Ces reclassements témoignent de la contribution croissante de l'Australie et de l'association entre le Royaume-Uni et Dubaï. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni ».

Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited (« Hargreave Hale ») sont pris en compte dans Gestion du patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) depuis la date de clôture du 18 septembre 2017. Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, « Jitneytrade ») sont pris en compte dans Canaccord Genuity au Canada depuis la date de clôture, le 6 juin 2018.

Goodwill

Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société. Au 30 juin 2018, aucun indice de dépréciation n'avait été identifié.

Malgré cette évaluation faite au 30 juin 2018, des changements au contexte économique ou un contexte économique incertain pourraient faire changer cette évaluation. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou u

au goodwill résiduel affecté à Canaccord Genuity au Canada. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

Produits des activités ordinaires

Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2018 ont atteint 274,1 millions \$, en hausse de 37,2 %, ou 74,3 millions \$, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au T1/19, le secteur Canaccord Genuity a enregistré une augmentation de 34,4 millions \$ ou 28,2 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation de nos activités au Canada, aux États-Unis et en Australie. L'augmentation de 37,6 millions \$ des produits des activités ordinaires générés par notre secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en regard des produits du T1/18 a également contribué à la hausse globale des produits consolidés, essentiellement en raison de l'acquisition de Hargreave Hale à la fin du T2/18 et de l'augmentation des produits tirés des commissions dans nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

Du fait d'une augmentation des activités de mobilisation de capitaux dans nos secteurs de prédilection, les produits des activités ordinaires du secteur Canaccord Genuity ont augmenté de 34,4 millions \$, ou 28,2 %, comparativement à ceux du T1/18. Nos activités aux États-Unis ont enregistré la croissance la plus importante depuis le T1/18, puisque les produits des activités ordinaires ont progressé de 21,1 millions \$ ou 38,4 %, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation. Nos activités au Canada ont continué de participer à de nombreuses transactions dans les secteurs du cannabis et de la chaîne de blocs qui ont contribué à la hausse des produits tirés des activités de financement de sociétés comptabilisés au T1/18 en comparaison des produits de la période correspondante de l'exercice précédent. Dans l'ensemble, nos activités au Canada ont généré des produits des activités ordinaires de 45,9 millions \$ au cours du T1/19, en hausse de 11,5 millions \$, ou 33,4 %, par rapport à ceux du T1/18. En Australie, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 6,8 millions \$ en regard de ceux du T1/18, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des produits tirés du financement de sociétés. Ces hausses ont été contrebalancées par une baisse de 5,0 millions \$, ou 18,6 %, dans nos activités au Royaume-Uni découlant principalement du ralentissement de l'activité de financement de sociétés au cours du trimestre considéré.

Conformément à notre orientation stratégique visant à accroître l'apport de nos activités mondiales de gestion de patrimoine, les produits des activités ordinaires tirés des activités de gestion de patrimoine ont connu une hausse de 37,6 millions \$, ou 50,2 %, en comparaison des produits du T1/18. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe se sont accrus de 27,8 millions \$, ou 73,0 %, comparativement à ceux du T1/18, ce qui s'explique surtout par les produits des activités ordinaires générés par Hargreave Hale, qui a été acquise à la fin du T2/18. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires ont grimpé de 15,4 millions £, ou 70 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont progressé de 9,9 millions \$, ou 26,7 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 30 juin 2017, ce qui s'explique par la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, des produits des activités ordinaires, des produits d'intérêts liés aux comptes sur marge des particuliers, ainsi que la montée des produits tirés du financement de sociétés reflétant l'augmentation de la participation des particuliers dans les nouvelles émissions d'actions dans le cadre de nos activités au Canada.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. S'établissant à 136,4 millions \$, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 31,4 millions \$, ou 29,9 %, au T1/19 par rapport à ceux du T1/18. Comme il a déjà été mentionné, l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine au moyen de l'acquisition de Hargreave Hale, ainsi que l'accélération de nos activités de gestion de patrimoine au Canada, ont été le principal inducteur de l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires au T1/19 par rapport au T1/18. Cette augmentation de nos activités de gestion de patrimoine a été contrebalancée par une légère diminution de 1,7 million \$, ou 4,4 %, des produits tirés des commissions et des honoraires dans nos activités sur les marchés des capitaux, diminution qui s'explique surtout par le recul des produits des activités ordinaires dégagés auprès de nos clients institutionnels dans le cadre de nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont grimpé de 26,8 millions \$, ou 65,9 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour se fixer à 67,5 millions \$ au T1/19, du fait de l'amélioration du contexte de marché qui a entraîné l'augmentation des activités sur les marchés des capitaux. Toutes les régions où nous exerçons nos activités de base ont vu les produits tirés des activités de financement de sociétés augmenter, sauf au Royaume-Uni, où les produits tirés des activités de financement de sociétés ont atteint 0,5 million \$ au T1/19, une baisse par rapport à 5,3 millions \$ au T1/18. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, aux États-Unis et en Australie ont enregistré des augmentations de respectivement 5,4 millions \$, 17,1 millions \$ et 6,9 millions \$.

Les produits tirés des honoraires de consultation se sont établis à 24,9 millions \$, en hausse de 6,0 millions \$, ou 31,8 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis ont affiché des hausses de respectivement 5,2 millions \$ et 2,1 millions \$ des produits tirés des honoraires de consultation en regard de ceux du T1/18, en raison d'une augmentation du nombre de mandats en consultation réalisés au cours du trimestre considéré. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par la baisse de 0,8 million \$ des produits tirés des honoraires de consultation tant au Royaume-Uni qu'en Australie.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont chiffrés à 30,9 millions \$ au T1/19, soit une hausse de 5,0 millions \$, ou 19,4 %, par rapport à ceux du T1/18, découlant surtout de l'augmentation des produits générés par nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni attribuable à l'accroissement des activités sur le marché en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a généré des occasions additionnelles de profits de négociation.

Les produits d'intérêts se sont inscrits à 9,2 millions \$ pour la période de trois mois close le 30 juin 2018, en hausse de 4,1 millions \$ par rapport à ceux du T1/18, grâce surtout à nos activités de gestion de patrimoine au Canada et au secteur Non sectoriel et autres, en raison d'une augmentation de la marge dans les comptes clients et des soldes de trésorerie détenus au cours de la période et de la montée des taux d'intérêt par rapport à ceux du T1/18. Les produits divers se sont établis à 5,1 millions \$ pour le T1/19, soit une augmentation de 1,0 million \$ par rapport aux produits de la période correspondante de l'exercice précédent, attribuable en partie à la hausse des produits des activités ordinaires issus de nos services de courtage de correspondance.

Charges

Les charges pour le trimestre clos le 30 juin 2018 se sont établies à 252,2 millions \$, en hausse de 25,1 %, ou 50,7 millions \$, en regard de celles du T1/18. Compte tenu de l'augmentation des produits des activités ordinaires au cours du trimestre et de la nature invariable de certains coûts liés aux infrastructures et charges indirectes, ainsi que de certaines composantes de la rémunération au rendement, le total des charges, compte non tenu des éléments importants¹, en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 9,3 points de pourcentage par rapport au trimestre clos le 30 juin 2017.

CHARGES EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2018	2017	
Rémunération au rendement	50,2 %	53,2 %	(3,0) p.p.
Charges salariales	10,5 %	11,2 %	(0,7) p.p.
Autres charges indirectes ¹	30,4 %	35,2 %	(4,8) p.p.
Frais de restructuration	0,5 %	0,2 %	0,3 p.p.
Frais connexes aux acquisitions	0,4 %	1,1 %	(0,7) p.p.
Total	92,0 %	100,9 %	(8,9) p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.
p.p. : points de pourcentage

Charge de rémunération

Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 137,7 millions \$, en hausse 31,4 millions \$, ou 29,6 %, par rapport à celle du T1/18. La charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires a représenté 50,2 %, soit 3,0 points de pourcentage de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse reflète principalement le fait que la charge de rémunération au rendement du T1/18 comprenait l'amortissement des attributions fondées sur des actions en vertu du régime d'intéressement à long terme (le « RILT » ou « régime ») de la Société au T1/18 ainsi que des attributions qui ont été effectuées au cours des périodes précédentes. Comme il a été mentionné dans notre rapport annuel de l'exercice clos le 31 mars 2018, à compter du 31 mars 2018, en raison de la modification de certaines conditions liées à l'emploi relativement à l'acquisition de droits aux attributions d'actions (les « UATI ») dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement, à des fins comptables, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements sont passées en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions seront réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice. Par conséquent, la charge de rémunération au rendement pour le T1/19 ne comprend que le coût des UATI gagnées au cours du trimestre considéré, ainsi que l'amortissement des attributions à l'embauche et de maintien en poste qui continuent d'être amorties sur la période d'acquisition des droits. Les charges salariales liées aux groupes d'infrastructures et de soutien pour le trimestre considéré ont augmenté de 6,2 millions \$, ou 27,6 %, par rapport à celles du T1/18. L'augmentation est en grande partie attribuable aux coûts supplémentaires découlant de l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, y compris l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18. Malgré cette augmentation des coûts fixes du personnel, la charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué, passant de 64,4 % au T1/18 à 60,7 % au T1/19.

1 Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2018	2017	
Frais de négociation	18 500 \$	17 252 \$	7,2 %
Locaux et matériel	9 947	10 109	(1,6) %
Communications et technologie	15 186	12 658	20,0 %
Intérêts	5 594	4 445	25,8 %
Frais d'administration	23 684	19 300	22,7 %
Amortissement ¹	6 638	4 994	32,9 %
Frais de développement	3 859	1 479	160,9 %
Total des autres charges indirectes	83 408 \$	70 237 \$	18,8 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

Les autres charges indirectes ont été de 83,4 millions \$ au T1/19, ce qui représente une hausse de 18,8 % par rapport à celles du T1/18. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes se sont fixées à 30,4 % au T1/19, en regard de 35,2 % au T1/18, soit une diminution de 4,8 %, reflétant l'augmentation des produits des activités ordinaires et la nature fixe de certaines de nos charges indirectes. À l'exception des frais liés aux locaux et au matériel, toutes les autres charges indirectes ont augmenté en raison de la croissance des activités au T1/19 en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent.

Afin de soutenir l'augmentation de nos effectifs, l'intensification des activités sur les marchés des capitaux et l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine du fait de l'acquisition de Hargreave Hale et de la croissance au Canada, toutes les autres charges indirectes ont augmenté par rapport à celles du trimestre clos le 30 juin 2017, à l'exception des frais liés aux locaux et au matériel qui ont légèrement diminué de 0,2 million \$. L'expansion des activités a contribué à l'augmentation des frais liés aux communications et à la technologie de 2,5 millions \$, ou 20,0 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent par suite de l'accroissement de l'effectif. De plus, la dotation aux amortissements a profité de 1,6 million \$, ou 32,9 %, par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement par suite de l'amortissement des immobilisations incorporelles lié à l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18. Les frais de développement ont également progressé de 2,4 millions \$ depuis le trimestre clos le 30 juin 2017, du fait principalement des coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale comptabilisés au cours du trimestre, ainsi que des coûts relatifs aux mesures incitatives à l'intention des nouveaux employés comptabilisés dans nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

Les frais d'administration, qui comprennent les réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont augmenté de 4,4 millions \$, ou 22,7 %, en comparaison de ceux du T1/18. Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont enregistré une hausse de 2,7 millions \$ par rapport à celles du T1/18, en raison de l'augmentation des frais liés aux conférences et de l'accroissement des frais de transfert liés aux comptes de nouveaux clients amenés par les nouveaux conseillers en placement au cours du trimestre. En outre, nos activités sur les marchés des capitaux propres au Canada ont également connu une hausse de 1,0 million \$ par rapport aux frais d'administration de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des coûts supplémentaires tels que les honoraires professionnels et les frais de promotion et de déplacement qui ont été nécessaires pour soutenir la croissance des activités et des effectifs dans cette région au cours du T1/19. Ces augmentations ont été contrebalancées par une diminution de 0,9 million \$ dans nos activités aux États-Unis du fait de la baisse des frais de promotion et de déplacement. Dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, malgré les coûts plus élevés engagés à l'appui de l'accroissement de l'effectif attribuable à l'acquisition de Hargreave Hale, les frais d'administration sont demeurés inchangés par rapport à ceux du T1/18, s'établissant à 4,0 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, principalement du fait de la baisse des honoraires professionnels engagés au cours du trimestre.

La charge d'intérêts a progressé de 1,1 million \$ par rapport à celle du T1/18, ce qui s'explique en partie par les intérêts comptabilisés au titre de l'emprunt bancaire effectué par la Société dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18. La charge d'intérêts de nos activités de gestion de patrimoine au Canada a connu une hausse de 0,7 million \$ par rapport à celle du T1/18, en raison de l'augmentation des soldes en trésorerie des clients et de la hausse des taux d'intérêt.

L'accroissement des frais de négociation aux États-Unis était le principal inducteur de l'augmentation de 1,2 million \$ au T1/19 des frais de négociation par rapport à ceux du T1/18. Les frais de négociation aux États-Unis ont été touchés par les frais de conversion de certificats américains d'actions étrangères et les frais de règlement et de compensation engagés à l'échelle internationale, qui ne varient pas nécessairement en fonction des produits des activités ordinaires.

Au T1/19, des frais de restructuration de 1,3 million \$ ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration en lien avec nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Des frais de restructuration de 0,5 million \$ avaient été comptabilisés pour la période correspondante de l'exercice précédent dans le cadre de la clôture de certaines transactions de négociation à nos bureaux de Dublin, qui faisaient partie de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

Au T1/19, dans le cadre de l'acquisition de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc., la Société a engagé des frais connexes aux acquisitions de 1,2 million \$. Les frais connexes aux acquisitions comprennent des honoraires professionnels et des coûts salariaux engagés au cours de la période.

Résultat net

Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

Au T1/19, le résultat net s'est établi à 18,6 millions \$ en comparaison d'une perte nette de 2,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat par action ordinaire était de 0,14 \$ au T1/19, comparativement à une perte par action ordinaire de 0,05 \$ au T1/18.

Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles, les frais connexes aux acquisitions, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale et les frais de restructuration, et avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées, le résultat net s'est chiffré à 25,0 millions \$ pour le T1/19, comparativement à un résultat net de 1,6 million \$ au T1/18. Le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants¹, était de 0,19 \$ au T1/19, contre une perte par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants¹, de 0,01 \$ au T1/18.

Le taux d'impôt effectif pour le T1/19 s'est établi à 14,8 %, en comparaison d'un taux d'impôt effectif de (44,5) % pour la période correspondante il y a un an, cette variation étant principalement attribuable à la non-comptabilisation de certains actifs d'impôt différé de nos établissements à l'étranger.

Résultats d'exploitation par secteur d'activité

CANACCORD GENUITY^{1, 2, 6}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2018	2017	
Produits des activités ordinaires	156 172 \$	121 786 \$	28,2 %
Charges			
Rémunération au rendement	85 984	72 789	18,1 %
Charges salariales	5 856	6 571	(10,9) %
Frais de restructuration ³	1 316	448	193,8 %
Frais connexes aux acquisitions	1 173	—	négl.
Autres charges indirectes	47 442	45 054	5,3 %
Total des charges	141 771	124 862	13,5 %
Imputations intersectorielles ⁴	4 305	4 314	(0,2) %
Résultat avant impôt sur le résultat ⁴	10 096 \$	(7 390) \$	236,6 %
Nombre d'employés	776	758	2,4 %
Compte non tenu des éléments importants⁵			
Total des charges	138 703 \$	123 834 \$	12,0 %
Imputations intersectorielles ⁴	4 305	4 314	(0,2) %
Résultat avant impôt sur le résultat ⁴	13 164 \$	(6 362) \$	négl.

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity au trimestre clos le 30 juin 2018 (42 % au trimestre clos le 30 juin 2017).

3) Les frais de restructuration pour le trimestre clos le 30 juin 2018 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

4) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des frais intersectoriels imputés. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 25.

5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

6) Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. sont pris en compte depuis le 6 juin 2018.

négl. : négligeable

Le secteur Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Canaccord Genuity compte des établissements dans 20 villes réparties dans 9 pays à l'échelle mondiale.

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires de consultation gagnés dans le cadre du financement de sociétés et de la consultation, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord Genuity.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (appelés collectivement « Jitneytrade »), qui sont pris en compte depuis le 6 juin 2018, sont inclus dans les analyses ci-après.

1 Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2018	2017	
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes:			
Canada	29,3 %	28,3 %	1,0 p.p.
Royaume-Uni	14,0 %	22,0 %	(8,0) p.p.
États-Unis	48,8 %	45,2 %	3,6 p.p.
Australie	7,9 %	4,5 %	3,4 p.p.
Autres établissements à l'étranger	négl.	négl.	négl.
	100,0 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018
Produits des activités ordinaires

Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 156,2 millions \$ au cours du T1/19, soit 28,2 %, ou 34,4 millions \$, de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires ont augmenté davantage dans nos activités aux États-Unis, où ils ont progressé de 21,1 millions \$, ou 38,4 %, comparativement à ceux de T1/18, ce qui est surtout attribuable à la hausse des activités de financement de sociétés ainsi qu'au rendement toujours solide de notre groupe Actions internationales. Nos activités sur les marchés des capitaux propres au Canada ont connu une hausse des produits des activités ordinaires de 11,5 millions \$, ou 33,4 %, comparativement à ceux du trimestre clos le 30 juin 2017, compte tenu de notre participation active continue dans de nombreuses transactions réalisées dans les secteurs du cannabis et de la chaîne de blocs. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités sur les marchés des capitaux en Australie ont augmenté de 6,8 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du regain de la négociation d'actions de sociétés à petite capitalisation dans nos secteurs cibles. Ces augmentations sont en partie contrebalancées par une diminution de 5,0 millions \$, ou 18,6 %, des produits générés par nos activités au Royaume-Uni comparativement à ceux de T1/18, ce qui s'explique surtout par un ralentissement des activités de financement de sociétés au cours du trimestre.

Charges

Les charges pour le T1/19 ont été de 141,8 millions \$, en hausse de 16,9 millions \$, ou 13,5 %, par rapport au T1/18. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 12,9 points de pourcentage par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse des produits des activités ordinaires et de la nature fixe de certaines charges indirectes et de certaines composantes de la charge de rémunération au rendement.

Rémunération au rendement et charges salariales

La charge de rémunération au rendement du T1/19 a augmenté de 13,2 millions \$, ou 18,1 %, par rapport au T1/18, du fait de l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 4,7 points de pourcentage par rapport à celle du T1/18, pour s'établir à 55,1 %. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est chiffrée à 58,8 %, une baisse de 6,4 points de pourcentage par rapport au T1/18. Comme il a été mentionné précédemment, la diminution du ratio de rémunération totale est attribuable surtout à une baisse de la charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions, du fait du changement de traitement comptable de la charge d'amortissement du régime d'intéressement à long terme. Avant le T4/18, la charge de rémunération au rendement comprenait l'amortissement des attributions fondées sur des actions effectuées en vertu du RILT attribuées au cours de la période considérée et des périodes antérieures. Avec prise d'effet le 31 mars 2018, en raison de la modification de certaines conditions liées à l'emploi relativement à l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement, à des fins comptables, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements sont passées en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions seront réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice. Par conséquent, la charge de rémunération au rendement pour le T1/19 ne comprend que les coûts des UATI gagnées au cours du trimestre considéré, ainsi que l'amortissement des attributions à l'embauche et de maintien en poste qui continuent d'être amorties au cours de la période d'acquisition des droits.

Au Canada, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 4,0 points de pourcentage par rapport au T1/18, surtout du fait de la diminution d'une composante fixe de la charge de rémunération au rendement qui ne varie pas en fonction des produits des activités ordinaires, en raison du changement de traitement comptable des attributions fondées sur des actions, comme il est susmentionné. Nos activités aux États-Unis ont enregistré une baisse de 2,7 points de pourcentage par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, du fait de la hausse des produits des activités ordinaires et de la baisse de la charge ainsi que la diminution d'une composante fixe de la charge de rémunération au rendement. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités au Royaume-Uni a baissé de 5,2 points de pourcentage du fait de la réduction des coûts fixes du personnel. La charge de rémunération totale en

¹ Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités en Australie a représenté 58,2 % au T1/19, soit une baisse de 29,5 points de pourcentage par rapport au T1/18 qui s'explique par la hausse des produits des activités ordinaires au T1/19 et par la nature invariable de certains coûts fixes du personnel, ce qui a eu une incidence négative sur les taux de rémunération au T1/18.

CHARGE DE RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION DE CANACCORD GENUITY

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2018	2017	
Canada	52,5 %	56,5 %	(4,0) p.p.
Royaume-Uni	74,5 %	79,7 %	(5,2) p.p.
États-Unis	58,0 %	60,7 %	(2,7) p.p.
Australie	58,2 %	87,7 %	(29,5) p.p.
Autres établissements à l'étranger	négl.	négl.	négl.
Canaccord Genuity (total)	58,8 %	65,2 %	(6,4) p.p.

p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

Autres charges indirectes

Le total des autres charges indirectes compte non tenu des éléments importants¹ au T1/19 a augmenté de 5,4 % pour s'établir à 46,9 millions \$ par rapport au T1/18. Toutefois, en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total de ces charges a représenté 30,0 % au T1/19, soit une diminution de 6,5 points de pourcentage par rapport au total de la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison d'une augmentation des produits des activités ordinaires, ainsi que de la nature invariable de la plupart des éléments de charges, contrebalancées par une augmentation des frais de négociation et des frais d'administration.

Les frais de négociation ont augmenté de 1,9 million \$, ou 13,7 %, au T1/19 par rapport à ceux du T1/18. Nos activités aux États-Unis ont enregistré la croissance la plus importante en affichant une hausse de 1,0 million \$, ou 10,8 %, sous l'effet des activités de négociation à l'échelle internationale et des frais de conversion des certificats américains d'actions étrangères et de règlements internationaux connexes.

Les frais d'administration au T1/19 se sont établis à 12,0 millions \$, soit une hausse de 0,9 million \$, ou 8,0 %, par rapport au T1/18, en partie en raison de la hausse des honoraires professionnels et des frais de promotion et de déplacement engagés visant à soutenir la croissance des activités et des effectifs dans nos activités au Canada.

Des frais de restructuration de 1,3 million \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Des frais de restructuration de 0,5 million \$ ont été comptabilisés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent du fait de la clôture de certaines transactions de négociation à Dublin, qui fait partie de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, la Société a conclu l'acquisition de Jitneytrade et a engagé des frais connexes aux acquisitions de 1,2 million \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018. Les frais connexes aux acquisitions comprennent principalement les coûts salariaux et les honoraires professionnels relativement au projet d'acquisition.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, a été de 10,1 millions \$ au T1/19, comparativement à une perte nette de 7,4 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, a été de 13,2 millions \$ au T1/19, comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 6,4 millions \$ au T1/18. L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat était principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos activités canadiennes et américaines au T1/19 combinée à la compression des charges indirectes.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des commissions et honoraires gagnés relativement aux transactions de financement de sociétés et aux transactions mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

¹ Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AMÉRIQUE DU NORD)¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Pour les trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2018	2017	
Produits des activités ordinaires	46 789 \$	36 918 \$	26,7 %
Charges			
Rémunération au rendement	23 380	18 276	27,9 %
Charges salariales	3 227	2 795	15,5 %
Autres charges indirectes	11 981	8 458	41,7 %
Total des charges	38 588 \$	29 529 \$	30,7 %
Imputations intersectorielles ²	3 043	4 225	(28,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	5 158 \$	3 164 \$	63,0 %
ASG – Canada (discrétionnaires) ³	3 721	2 647	40,6 %
ASA – Canada ⁴	18 921	12 669	49,3 %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	148	135	9,6 %
Nombre d'employés	412	351	17,4 %
Compte non tenu des éléments importants⁵			
Total des charges	38 588 \$	29 529 \$	30,7 %
Imputations intersectorielles ²	3 043	4 225	(28,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	5 158 \$	3 164 \$	63,0 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 25.

3) Les ASG au Canada sont les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés *Programme de conseils en placement CT* et *Programme de gestion des placements des particuliers CT*.

4) Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par la Société, dont celle-ci tire des commissions et des honoraires, et comprennent les ASG.

5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

négl. : négligeable

Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 46,8 millions \$, en hausse de 9,9 millions \$, ou 26,7 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 30 juin 2017. Cette hausse a été surtout attribuable à l'augmentation des commissions, des activités de financement de sociétés pour les particuliers et des produits d'intérêts tirés des comptes sur marge.

Au Canada, les ASA ont augmenté de 49,3 %, passant à 18,9 milliards \$ au 30 juin 2018, par rapport à 12,7 milliards \$ au 30 juin 2017. Les ASG au Canada ont également bondi de 40,6 % par rapport au T1/18, grâce aux nouveaux actifs acquis au cours du T1/19 dans le cadre de nos activités de recrutement. On comptait 148 équipes de conseillers au Canada, soit treize de plus qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires dans nos activités en Amérique du Nord en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont diminué de 4,9 points de pourcentage par rapport à ceux du T1/18 et ont représenté 33,5 % des produits de gestion de patrimoine au Canada au premier trimestre de l'exercice 2019. La baisse des produits tirés des honoraires en pourcentage des produits des activités ordinaires s'explique essentiellement par la forte hausse des produits tirés des transactions comptabilisés au cours du trimestre.

Le total des charges pour le T1/19 a été de 38,6 millions \$, en hausse de 9,1 millions \$, ou 30,7 %, par rapport à celui du T1/18. Les charges liées à la rémunération ont augmenté de 5,5 millions \$, ce qui est conforme à l'augmentation des produits des activités ordinaires au cours du trimestre et à l'augmentation de 3,5 millions \$ des charges autres que de rémunération. En raison de la hausse de ces charges indirectes engagées pour soutenir la croissance continue de cette unité d'exploitation, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 2,5 points de pourcentage par rapport à celui du T1/18.

La charge de rémunération au rendement a augmenté de 5,1 millions \$, ou 27,9 %, par rapport à celle du T1/18, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement diminué de 0,2 point de pourcentage, pour s'établir à 56,9 % au T1/19, par rapport à celle du T1/18.

Le total des charges autres que de rémunération a augmenté, passant de 8,5 millions \$ au T1/18 à 12,0 millions \$ au T1/19. Les frais d'administration ont enregistré la hausse la plus marquée, soit 2,7 millions \$ par rapport à ceux du T1/18, du fait d'une augmentation des frais liés aux conférences et des honoraires de transfert associés aux nouveaux comptes clients. Les frais de développement ont également augmenté de 0,7 million \$ par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison de la hausse des coûts d'amortissement liés aux primes de recrutement versées aux nouveaux employés. La hausse de 0,7 million \$ de la charge d'intérêts découle d'intérêts plus élevés payés sur les comptes clients, du fait de la hausse des taux d'intérêt, des soldes de trésorerie et des comptes sur marge des clients au T1/19 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est chiffré à 5,2 millions \$ au T1/19 comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 3,2 millions \$ au T1/18, essentiellement du fait de la hausse nette des produits des activités ordinaires compte tenu des coûts de nature variable et des frais imputés moins élevés.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2018	2017	
Produits des activités ordinaires	65 787 \$	38 033 \$	73,0 %
Charges			
Rémunération au rendement	25 895	12 596	105,6 %
Charges salariales	12 047	6 379	88,9 %
Autres charges indirectes	18 393	13 790	33,3 %
Total des charges	56 335	32 765	71,9 %
Imputations intersectorielles ²	304	316	(3,8) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	9 148 \$	4 952 \$	84,7 %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	46 434	25 755	80,3 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	190	119	59,7 %
Nombre d'employés	559	314	78,0 %
Compte non tenu des éléments importants⁴			
Total des charges	51 936 \$	29 257 \$	77,5 %
Imputations intersectorielles ²	304	316	(3,8) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	13 547	8 460	60,1 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 25.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

5) Comprend les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale sont pris en compte depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

Les produits des activités ordinaires générés par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations du niveau des activités de négociation. Au T1/19, les produits des activités ordinaires se sont établis à 65,8 millions \$, en hausse de 73,0 % en regard du T1/18. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont établis à 37,5 millions £ au T1/19, comparativement à 22,1 millions £ au T1/18, soit une augmentation de 70,0 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, découlant principalement des produits des activités ordinaires générés par Hargreave Hale, qui a été acquise au T2/18.

Au 30 juin 2018, les ASG au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 46,4 milliards \$, une hausse de 80,3 % par rapport aux 25,8 milliards \$ enregistrés au 30 juin 2017. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 75,8 %, passant de 15,3 milliards £ au 30 juin 2017 à 26,9 milliards £ au 30 juin 2018. L'acquisition de Hargreave Hale au T2/18 a contribué à l'augmentation des ASG au T1/19 par rapport au T1/18. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 70,2 % du total des produits des activités ordinaires au T1/19, en hausse de 3,9 points de pourcentage. La proportion plus élevée de produits tirés des honoraires et de comptes gérés à frais fixes est plus élevée au Royaume-Uni et en Europe que dans nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

La charge de rémunération au rendement s'est fixée à 25,9 millions \$, en hausse de 13,3 millions \$ par rapport au T1/18, en raison de l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Les charges salariales ont augmenté de 5,7 millions \$ par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent pour se chiffrer à 12,0 millions \$, en raison surtout de l'augmentation de l'effectif pour soutenir la croissance de nos activités de gestion du patrimoine existantes au Royaume-Uni et en Europe et de l'acquisition de Hargreave Hale. La charge de rémunération totale (la charge de rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 7,8 points de pourcentage, passant de 49,9 % au T1/18 à 57,7 % au T1/19, principalement en raison des coûts fixes du personnel, comme il a déjà été mentionné.

Compte non tenu des éléments importants¹, les autres charges indirectes pour le trimestre clos le 30 juin 2018 se sont établies à 14,0 millions \$ au T1/19 par rapport à 10,3 millions \$ au T1/18, ce qui représente une hausse de 35,9 % surtout attribuable à la hausse des charges indirectes liée à l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18. Les frais liés aux communications et à la technologie ont augmenté de 1,9 million \$ par rapport à ceux du T1/18 en raison de la hausse de l'effectif et de l'expansion de nos activités au T1/19 par rapport à celles du trimestre clos le 30 juin 2017. La dotation aux amortissements a également augmenté de 1,9 million \$ au T1/19, essentiellement par suite de l'amortissement des immobilisations incorporelles lié à l'acquisition de Hargreave Hale. L'augmentation des frais de développement de 1,8 million \$ par rapport à ceux du T1/18 est surtout attribuable aux coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 9,1 millions \$ par rapport à 5,0 millions \$ au T1/18. Compte non tenu des éléments importants¹, qui comprennent les frais connexes aux acquisitions, la dotation aux amortissements de certaines immobilisations incorporelles et certains coûts relatifs

1 Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est établi à 13,5 millions \$, soit une hausse de 5,1 millions \$ par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, qui fait état de l'apport net positif de notre expansion dans cette division.

NON SECTORIEL ET AUTRES¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour les trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2018	2017	
Produits des activités ordinaires	5 375 \$	3 071 \$	75,0 %
Charges			
Rémunération au rendement	2 487	2 643	(5,9) %
Charges salariales	7 457	6 662	11,9 %
Autres charges indirectes	5 592	5 119	9,2 %
Frais de restructuration	11	—	négl.
Total des charges	15 547	14 424	7,8 %
Imputations intersectorielles ²	(7 652)	(8 855)	13,6 %
Perte avant impôt sur le résultat ²	(2 520) \$	(2 498) \$	(0,9) %
Nombre d'employés	291	274	6,2 %
Compte non tenu des éléments importants³			
Total des charges	15 547 \$	14 424 \$	7,8 %
Imputations intersectorielles ²	(7 652)	(8 855)	13,6 %
Perte avant impôt sur le résultat ²	(2 520)	(2 498)	(0,9) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 25.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 4.

Ce secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges au titre de la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Il comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société au Canada, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres pour le trimestre clos le 30 juin 2018 se sont chiffrés à 5,4 millions \$, une augmentation de 2,3 millions \$ par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui s'explique essentiellement par la hausse des produits d'intérêts engendrée par l'augmentation des taux d'intérêt et des soldes de trésorerie plus élevés au cours du T1/19 par rapport à ceux du T1/18.

Les charges pour le T1/19 ont connu une hausse de 1,1 million \$, ou 7,8 %, pour s'établir à 15,5 millions \$, comparativement à celles du trimestre clos le 30 juin 2017, en raison surtout d'une hausse des charges salariales et des frais d'administration engagées au T1/19, attribuable à l'augmentation de l'effectif pour soutenir la croissance de nos activités au Canada.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 2,5 millions \$ au T1/19, ce qui est stable par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultats trimestriels

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois la transaction pratiquement conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres clos au plus tard le 30 juin 2018. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons entre trimestres des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2019		Exercice 2018				Exercice 2017		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	
Produits des activités ordinaires									
Canaccord Genuity	156 172	200 687	196 203 \$	118 880 \$	121 786 \$	193 520 \$	137 268 \$	127 005 \$	
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity :									
Amérique du Nord	46 789	51 455	48 428	32 081	36 918	40 268	32 819	29 732	
Royaume-Uni et Europe	65 787	64 923	60 945	37 482	38 033	33 065	34 549	33 958	
Non sectoriel et autres	5 375	5 015	3 866	3 104	3 071	4 803	3 472	2 907	
Total des produits des activités ordinaires	274 123	322 080	309 442	191 547	199 808	271 656	208 108	193 602	
Résultat net	18 649 \$	(9 703) \$	36 598 \$	(7 258) \$	(2 560) \$	30 987 \$	4 544 \$	200 \$	
Résultat par action									
ordinaire – de base	0,16 \$	(0,15) \$	0,35 \$	(0,11) \$	(0,05) \$	0,29 \$	0,01 \$	(0,05) \$	
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,14 \$	(0,15) \$	0,29 \$	(0,11) \$	(0,05) \$	0,26 \$	0,01 \$	(0,05) \$	
Résultat net, compte non tenu des éléments importants ¹	25 035 \$	37 312 \$	39 182 \$	3 548 \$	1 615 \$	32 740 \$	6 309 \$	2 008 \$	
Résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants ¹ – de base	0,23 \$	0,36 \$	0,38 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,31 \$	0,03 \$	(0,03) \$	
Résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants ¹ – après dilution	0,19 \$	0,28 \$	0,31 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,27 \$	0,03 \$	(0,03) \$	

En raison de la hausse des activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs de prédilection au cours des derniers trimestres et de la hausse de l'apport de nos activités mondiales de gestion de patrimoine, les produits des activités ordinaires et le résultat net, compte non tenu des éléments importants¹, ont progressé au cours des trois derniers trimestres. Les produits des activités ordinaires au T1/19 se sont inscrits à 274,1 millions \$, soit une baisse de 14,9 % par rapport au trimestre record au T4/18, mais une hausse de 37,2 % par rapport au T1/18.

La division Canaccord Genuity, qui a bénéficié de l'intensification des activités sur les marchés au cours des derniers trimestres, a généré une augmentation des produits des activités ordinaires de 28,2 % par rapport au T1/18, du fait principalement d'une hausse des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation comptabilisés dans nos activités au Canada et aux États-Unis. Comparativement à nos trimestres exceptionnels au T4/18 et T3/18 découlant d'une hausse des activités de financement de sociétés, les produits des activités ordinaires au T1/19 ont diminué respectivement de 22,2 % et de 20,4 %. Au cours des derniers trimestres, les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont tiré parti de notre participation à de nombreuses transactions dans les secteurs de la chaîne de blocs et du cannabis, plus particulièrement durant la deuxième partie de l'exercice de 2018 et, dans une moindre mesure, au cours du T1/19. L'augmentation des produits tirés du financement de sociétés reflète également les profits générés par nos positions dans les bons de souscription et les stocks résultant de transactions entreprises au cours de la période considérée et la précédente. En raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires, de notre engagement continu à l'égard de nos efforts de compression des coûts et de la nature fixe de certaines dépenses, les charges indirectes en pourcentage des produits des activités ordinaires, compte non tenu des éléments importants¹, ont baissé au cours des derniers trimestres, entraînant une marge avant impôt, compte non tenu des éléments importants¹, de 18,6 % au T1/19.

Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis se sont établis à 76,2 millions \$, une hausse de 38,4 % par rapport à ceux du T1/18 et de 11,8 % par rapport à ceux du T4/18, et représentent les produits des activités ordinaires les plus élevés des huit derniers trimestres pour ce secteur d'exploitation. Cette augmentation des produits des activités ordinaires a été attribuable à la hausse des activités de financement de sociétés et de consultation, contrebalancée par une légère baisse des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste. La rentabilité de nos activités aux États-Unis a pris du mieux au cours des derniers trimestres grâce aux efforts que nous avons déployés au cours de la première moitié de l'exercice 2018 pour remanier et renforcer nos capacités de base dans cette région. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt de cette région s'est établi à 7,6 millions \$ au T1/19, comparativement à 6,8 millions \$ au T4/18 et à une perte de 2,2 millions \$ au T1/18.

Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni ont subi une incidence négative en raison du ralentissement des activités de financement au T1/19, qui s'est traduite par une baisse des produits des activités ordinaires de 18,6 %, ou 5,0 millions \$, par rapport à ceux au T1/18, et

¹ Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

de 13,0 millions \$, ou 37,3 %, par rapport à ceux au T4/18. Nos activités au Royaume-Uni ont engagé des frais de restructuration de 1,3 million \$ au T1/19 en vue de s'adapter au contexte actuel du marché et de réduire les charges indirectes. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt de cette région s'est chiffrée à 5,5 millions \$ au T1/19 par rapport à un résultat net avant impôt de 1,9 million \$ au T4/18, surtout attribuable à une baisse des produits des activités ordinaires.

Les produits des activités ordinaires de nos activités en Australie ont repris de la vigueur par suite de l'affaiblissement de la conjoncture dans cette région au premier semestre de l'exercice 2018, pour atteindre 22,1 millions \$ au T3/18 et 20,1 millions \$ au T4/18. Malgré une diminution des produits des activités ordinaires de 7,8 millions \$, ou 38,7 %, au T1/19 par rapport à ceux au T4/18, les produits tirés du financement de sociétés ont tout de même affiché une amélioration importante de 6,9 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires de cette région, particulièrement au cours du T4/18 et du T3/18, s'explique par les bénéfices et les profits comptabilisés dans certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période considérée et de la précédente.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont augmenté au fur et à mesure de nos investissements dans ce secteur, ce qui a entraîné une augmentation de 9,9 millions \$, ou 26,7 %, au cours du T1/19 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Outre une hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, les produits des activités ordinaires attribuables aux activités de financement de sociétés de ce secteur ont également connu une hausse importante au cours des trois derniers trimestres, reflétant l'augmentation de la participation des particuliers dans les nouvelles émissions d'actions dans le cadre de nos activités au Canada, en raison de la hausse de l'activité associée à des secteurs nouveaux et en développement comme celui du cannabis. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt s'est établi à 5,2 millions \$ au T1/19, ce qui représente une diminution de 39 % par rapport au T4/18, qui était un trimestre record, en raison d'une baisse des produits des activités ordinaires et d'une hausse des frais d'administration visant à soutenir la croissance de ce secteur. Les actifs sous gestion² ont progressé au T1/19, augmentant de 32,2 % par rapport à ceux du T4/18, en raison des actifs additionnels apportés par le recrutement de nouveaux conseillers en placement. Les produits tirés des honoraires ont continué à progresser et ont atteint 33,5 % au T1/19, ce qui constitue une hausse de 5,0 points de pourcentage par rapport au T4/18.

Au cours de l'exercice 2018, les activités de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont élargies, par suite de la réalisation de l'acquisition de Hargreave Hale à la fin du T2/18. Les produits des activités ordinaires générés dans cette région ont augmenté, passant de 38,0 millions \$ au T1/18 et de 64,9 millions \$ au T4/18 à 65,8 millions \$ au T1/19, ce qui fait état de l'apport immédiat de Hargreave Hale à nos résultats d'exploitation. Malgré l'augmentation des charges d'exploitation de cette région du fait de l'expansion de nos activités et de l'augmentation de nos effectifs, notre marge bénéficiaire est demeurée solide à 20,6 % au T1/19 compte non tenu des éléments importants¹. Au terme du T1/19, les produits tirés des honoraires s'établissaient à 70,2 %, soit une augmentation de 3,9 points de pourcentage par rapport au T1/18. Les actifs sous gestion² pour ce groupe ont augmenté de 20,7 milliards \$, pour atteindre 46,4 milliards \$ à la fin du T1/19, comparativement à 25,8 milliards \$ à la fin du T1/18. Bien qu'une partie importante de cette augmentation soit liée à l'acquisition de Hargreave Hale, de nouveaux actifs nets et la progression du marché ont également contribué à la croissance générale des ASG.²

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les produits d'intérêts et les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien.

Frais insectoriels imputés

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais insectoriels imputés pour ces divisions.

Situation financière

Certains postes de l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité du T1/19 ont enregistré les variations décrites ci-dessous par rapport aux états financiers consolidés annuels audités.

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 739,3 millions \$ au 30 juin 2018, comparativement à 862,8 millions \$ au 31 mars 2018. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » à la page 27.

Les titres détenus s'établissaient à 625,8 millions \$ au 30 juin 2018 en regard de 469,2 millions \$ au 31 mars 2018 en raison de l'augmentation du nombre de titres de créance de sociétés et de gouvernements, d'actions et de débetures convertibles détenus au 30 juin 2018.

Les créances clients s'inscrivaient à 2,4 milliards \$ au 30 juin 2018, en comparaison de 2,2 milliards \$ au 31 mars 2018; cette hausse s'explique surtout par des augmentations des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières et des clients.

Au 30 juin 2018, le goodwill atteignait 260,0 millions \$ et les immobilisations incorporelles s'inscrivaient à 153,7 millions \$. Au 31 mars 2018, le goodwill s'établissait à 258,0 millions \$ et les immobilisations incorporelles étaient de 160,8 millions \$, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc, des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. de Hargreave Hale et en date du 6 juin 2018, de Jitneytrade.

¹ Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

² Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 4.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués ainsi que des placements, atteignaient 54,2 millions \$ au 30 juin 2018, comparativement à 54,1 millions \$ au 31 mars 2018.

PASSIFS

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 30 juin 2018, la Société disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un montant total de 672,9 millions \$ (669,2 millions \$ au 31 mars 2018). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de la dette subordonnée, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 juin 2018 et au 31 mars 2018, la Société n'avait pas de dette bancaire.

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 418,1 millions \$ au 30 juin 2018, contre 301,0 millions \$ au 31 mars 2018, essentiellement en raison d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 2,7 milliards \$ au 30 juin 2018, une hausse par rapport à 2,6 milliards \$ au 31 mars 2018, attribuable principalement aux augmentations des sommes dues aux courtiers en valeurs mobilières et aux clients.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé, étaient de 24,7 millions \$ au 30 juin 2018, une diminution par rapport à 29,1 millions \$ au 31 mars 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à la baisse de l'impôt sur le résultat à payer.

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale par l'intermédiaire d'une filiale de la Société, cette filiale a contracté un emprunt bancaire de 40,0 millions £ (69,2 millions \$ CA au 30 juin 2018 et 72,5 millions \$ CA au 31 mars 2018) pour financer une partie de la contrepartie au comptant. L'emprunt est remboursable par versements au titre du capital et des intérêts sur une période de quatre ans. L'emprunt porte intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 2,125 % pour le T1/19. Toujours dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale, la Société a également comptabilisé une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle respectivement de 9,4 millions \$ et 47,6 millions \$ en date du 30 juin 2018 (respectivement de 10,0 millions \$ et 49,8 millions \$ en date du 31 mars 2018). Se reporter à la note 12 des états financiers consolidés annuels audités pour de plus amples renseignements sur le prix d'acquisition de Hargreave Hale. Dans le cadre de l'acquisition de Jitneytrade, la Société a comptabilisé une contrepartie éventuelle de 4,0 millions \$ et une contrepartie différée de 0,7 million \$ en date du 30 juin 2018. Se reporter à la note 8 des états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période de trois mois close le 30 juin 2018 pour de plus amples renseignements sur le prix d'acquisition de Jitneytrade.

Arrangements hors bilan

Au 30 juin 2018, une filiale de la Société avait une lettre de crédit de soutien irrévocable garantie auprès d'une institution financière totalisant 2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) (2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) au 31 mars 2018) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston et à New York.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 juin 2018 et au 31 mars 2018, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant.

Comme il est indiqué ci-dessus, les filiales de la Société disposent aussi d'autres facilités de crédit, dont des prêts remboursables à vue, des lettres de crédit et des facilités de découvert, auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni. Le montant total des autres facilités de crédit à la disposition de la Société s'établissait à 672,9 millions \$ au 30 juin 2018 (669,2 millions \$ au 31 mars 2018). Au 30 juin 2018, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de la Société le 30 juin 2018 :

(en milliers \$ CA)	Total	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période			
		Exercice 2020	Exercice 2021 – Exercice 2022	Exercice 2023 – Exercice 2024	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	141 146 \$	30 242 \$	54 343 \$	35 367 \$	21 194 \$
Emprunt bancaire ¹	59 930	9 233	50 697	—	—
Débiteures convertibles ²	71 700	3 900	67 800	—	—
Total des obligations contractuelles	272 776	43 375	172 840	35 367	21 194

1) L'emprunt bancaire comprend la facilité de crédit de 40 000 000 £ obtenue pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de Hargreave Hale. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux LIBOR annuel majoré de 2,125 % (3,375 % au 31 mars 2018) et est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts sur une période de quatre ans, et vient à échéance en septembre 2021.

2) Les débiteures convertibles se composent de débiteures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (les « débiteures ») émises au T3/17. Les débiteures portent intérêt au taux annuel de 6,50 % et viennent à échéance le 31 décembre 2021. Dans certaines circonstances, la Société pourrait racheter les débiteures à compter du 31 décembre 2019.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, les bons de souscription, le surplus d'apport, les résultats non distribués (déficit) et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 30 juin 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 739,3 millions \$, en baisse de 123,5 millions \$ par rapport à 862,8 millions \$ au 31 mars 2018. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, un montant de 18,1 millions \$ a été affecté aux activités de financement, en raison essentiellement de l'acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT et de dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires et privilégiées, contrebalancés en partie par une augmentation de la dette bancaire. Un montant de trésorerie de 7,9 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement dans le cadre de l'acquisition de Jitneytrade. Un montant de 91,1 millions \$ a été affecté aux activités d'exploitation, essentiellement en raison des variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une baisse de 6,4 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Comparativement au trimestre clos le 30 juin 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont diminué de 39,9 millions \$, essentiellement en raison d'une augmentation de la dette bancaire à la même période à l'exercice précédent. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 6,2 millions \$ au cours du trimestre clos le 30 juin 2018 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'acquisition de Jitneytrade. Les variations des soldes des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement ont entraîné une baisse des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation de 5,8 millions \$. De plus, les soldes de trésorerie ont diminué de 6,9 millions \$ en raison l'incidence du change sur les soldes de trésorerie au T1/19 par rapport à ceux du T1/18. Dans l'ensemble, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 217,6 millions \$, passant de 521,7 millions \$ au 30 juin 2017 à 739,3 millions \$ au 30 juin 2018.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours (au 30 septembre 2017, les marchés nord-américains sont passés à un cycle de règlement de deux jours), à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Débetures convertibles

Au cours de l'exercice 2017, la Société a émis des débetures subordonnées de premier rang convertibles non garanties (les « débetures ») d'un montant en capital total de 60,0 millions \$. Les débetures portent intérêt au taux annuel de 6,50 %. Les débetures peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 6,50 \$ par action. Les débetures viendront à échéance le 31 décembre 2021 et peuvent être rachetées par la Société dans certaines circonstances au plus tôt le 31 décembre 2019.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation au 30 juin	
	2018	2017
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	96 502 248	92 903 711
Nombre d'actions émises et en circulation ²	113 548 507	113 511 468
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	124 645 638	124 280 823
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	94 363 223	93 068 914
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	117 540 585	s. o.

1) Exclut 136 483 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 16 909 776 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 136 483 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 16 909 776 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 11 097 131 actions, nets des renonciations.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution. Pour les périodes ayant des pertes nettes attribuables aux actionnaires ordinaires, tous les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs du résultat par action après dilution, ces instruments étant antidilutifs.

Le 11 août 2017, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 15 août 2017 au 14 août 2018, jusqu'à concurrence de 5 675 573 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 1^{er} avril 2018 et le 30 juin 2018, aucune action n'a été rachetée et annulée dans le cadre de l'OPRCNA.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des achats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 15 août 2017 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 14 août 2018) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 54 968 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2017 à juillet 2017).

Au 31 juillet 2018, 113 551 789 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

Régimes de paiement fondé sur des actions

Aucune mise à jour n'a été apportée aux régimes de paiements fondés sur des actions présentés dans le rapport annuel de 2018, à l'exception de ce qui suit :

OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Le 1^{er} juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui sera présenté aux actionnaires aux fins d'approbation à l'assemblée générale du 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 6 220 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement et cette attribution sera présentée aux actionnaires aux fins de ratification à l'assemblée générale. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ par action et se fonde sur la juste valeur du marché par action ordinaire à la date d'attribution. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement (cours de l'action) sur le marché, et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à trois fois le prix d'exercice.

Instruments financiers

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 30 juin 2018, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 38,7 millions \$ US, une augmentation de 31,8 millions \$ US par rapport au 30 juin 2017. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 1,4 million \$ US, une diminution de 9,4 millions \$ US par rapport au 30 juin 2017. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. La Société a également commencé à négocier d'autres types de contrats à terme standardisés, y compris, sans toutefois s'y limiter, les contrats à terme standardisés sur indice boursier et les contrats à terme standardisés sur marchandises.

Au 30 juin 2018, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations du Canada en cours s'établissait à une position vendeur de 6,3 millions \$ (position vendeur de 0,1 million \$ au 31 mars 2018).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société. Une liste des filiales agissant à titre de contreparties et des sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figure à la note 22 des états financiers consolidés annuels audités.

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de la Société se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme et un régime d'options sur actions liées au rendement assujéti à l'approbation des actionnaires. Les administrateurs ont le droit d'acheter des unités d'actions différées (UAD).

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

(en milliers \$ CA)	30 juin 2018	31 mars 2018
Créances clients	658 \$	969 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	978	1 527

Méthodes comptables critiques et estimations

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2018 ont été dressés selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, (IAS 34) publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

La préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la perte de valeur du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de Hargreave Hale et de Jitneytrade.

En particulier, l'évaluation de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée requiert l'utilisation par la direction des meilleures estimations pour déterminer la juste valeur au moyen des projections des flux de trésorerie actualisés, qui emploient les hypothèses clés sur les flux de trésorerie futurs, les projections en matière de croissance et les taux d'actualisation. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Au 30 juin 2018, aucun indice de dépréciation n'avait été identifié.

Les principales méthodes comptables et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction n'ont pas changé au cours du premier trimestre de l'exercice 2019 et sont présentées dans notre rapport annuel 2018 sous « Méthodes comptables critiques et estimations ».

Modifications des méthodes comptables

Les méthodes comptables utilisées pour la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du T1/19 cadrent avec celles présentées à la note 5 dans les états financiers annuels consolidés audités, à l'exception des nouvelles normes comptables présentées ci-après adoptées à compter du 1^{er} avril 2018 :

IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »)

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 9, qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La Société a adopté la norme selon l'approche rétrospective modifiée. L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence significative sur l'évaluation des actifs et des passifs financiers de la Société.

L'incidence de l'IFRS 9 sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de trois mois close le 30 juin 2018 se résume ainsi :

Classement des actifs et passifs financiers

L'IFRS 9 définit les exigences de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 établit une nouvelle approche de classement et d'évaluation pour les actifs financiers qui reflète le modèle économique suivi pour les gérer ainsi que les caractéristiques de leurs flux de trésorerie.

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). Le classement repose sur deux critères : le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le « critère des

caractéristiques des flux de trésorerie contractuels »). Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant des actifs financiers, soit en vendant des actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

- Coût amorti – Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir des actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.
 - JVAERG – Un actif financier est évalué à la JVAERG s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent le placement de la Société dans Euroclear, qui était auparavant classé comme étant disponible à la vente selon l'IAS 39. Il n'y a aucun autre actif financier évalué à la JVAERG.
 - Tous les autres actifs financiers sont évalués à la JVRN et sont des titres négociables détenus et vendus à découvert.

Dépréciation d'actifs financiers

L'adoption de l'IFRS 9 a modifié la méthode de comptabilisation de la perte de valeur des actifs financiers de la Société et remplace l'ancien modèle de l'IAS 39 fondé sur les pertes subies par un nouveau modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues. Selon le modèle des pertes de crédit attendues, la Société doit comptabiliser une provision pour les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir ou pour la durée de vie. Les pertes de crédit attendues sont comptabilisées en fonction de ce qui suit :

- Une provision pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir est comptabilisée au moment de la comptabilisation initiale et représente la portion des insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie qui surviendrait advenant une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture, pondérée par le risque qu'il y ait défaillance.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée lorsqu'une augmentation importante du risque de crédit est détectée après la comptabilisation initiale des instruments et représente les insuffisances de flux de trésorerie qui surviendraient au cours de la durée de vie attendue de l'instrument financier.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée pour les instruments financiers dépréciés.

L'IFRS 9 fournit également une méthode simplifiée à l'égard des pertes de crédit attendues liées aux créances clients, qui se fonde sur un concept de matrice des provisions et qui utilise l'historique des pertes d'une entité selon la tranche d'âge, ajustée de manière à effectuer des estimations prospectives, le cas échéant.

Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au nouveau modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de 12 mois à compter de la comptabilisation initiale et par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. La Société a établi une matrice des provisions fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée selon les facteurs prospectifs, le cas échéant. La provision ne devrait pas avoir d'incidence importante sur nos états financiers consolidés intermédiaires pour la période de trois mois close le 30 juin 2018.

Exigence en matière de comptabilité de couverture

L'IFRS 9 offre davantage de flexibilité à l'égard des types d'opérations admissibles à la comptabilité de couverture. Comme la Société n'applique pas la comptabilité de couverture selon l'IAS 39 et l'IFRS 9, l'adoption de l'IFRS 9 n'a pas d'incidence significative sur nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de trois mois close le 30 juin 2018.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 15 selon l'approche rétrospective modifiée. L'IFRS 15 remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et établit un modèle unique en cinq étapes pour déterminer la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client.

Selon l'IFRS 15, les premières étapes à suivre dans le cadre de la comptabilisation des produits des activités ordinaires consistent à identifier les contrats conclus avec des clients qui sont pertinents et à définir les obligations de prestation découlant de ces contrats. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les obligations de prestation sont remplies, c'est-à-dire lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services. Selon l'IFRS 15, le prix de transaction doit également être réparti entre chaque obligation de prestation distincte proportionnellement aux prix de vente spécifiques. En outre, la contrepartie variable devrait être comptabilisée dans la seule mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur relatif à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important.

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés des contrats standard de la Société se résume ainsi :

- Commissions et honoraires – Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission et ceux générés par la vente de produits et services tarifés. Comme il a déjà été mentionné, l'IFRS 15 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services, alors que l'IAS 18 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens ou des services sont transférés au client. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des commissions et des honoraires est remplie par le règlement de transactions auprès des clients. Il n'y a pas de changement important dans le montant ni le calendrier des produits comptabilisés en vertu de l'IFRS 15 par rapport à l'IAS 18, étant donné que le transfert des risques et des avantages liés aux services et le transfert du contrôle surviennent au même moment.

- Financement de sociétés – Les produits tirés du financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. L'IFRS 15 n'a pas d'incidence importante sur la comptabilisation des produits tirés du financement de sociétés par rapport à l'IAS 18. Selon l'IAS 18, les produits étaient comptabilisés à la clôture de la transaction de prise ferme, ce qui correspond au moment où l'obligation de prestation est remplie selon l'IFRS 15.
- Honoraires de consultation – Les honoraires de consultation comprennent les honoraires de gestion et de consultation, y compris les produits tirés des activités de fusions et acquisitions. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des honoraires de consultation est remplie lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis. Dans certains cas, les honoraires sont perçus selon les progrès réalisés et ne répondent pas aux exigences d'une obligation de prestation distincte. Selon l'IFRS 15, de tels paiements pourraient être différés ou comptabilisés selon la méthode de l'amortissement jusqu'à ce que l'obligation de prestation soit remplie. L'incidence de ce changement sur les résultats non distribués au début de la période au 1^{er} avril 2018 et pour la période de trois mois close le 30 juin 2018 n'est pas significative.

Les catégories de produits des activités ordinaires suivantes sont exclues du champ d'application de l'IFRS 15 : les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, qui comprennent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste, les produits d'intérêts, ainsi que les produits divers qui comprennent les profits ou les pertes de change et les produits tirés de nos services de courtage de correspondance.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, aucune mise à jour n'a été effectuée au titre des « Modifications futures des méthodes comptables et des estimations » présentées dans notre rapport annuel de 2018, à l'exception de l'IFRS 15 et de l'IFRS 9 adoptées au 1^{er} avril 2018, comme il a déjà été mentionné.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 30 juin 2018, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures étaient efficaces en date du 30 juin 2018.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours du trimestre clos le 30 juin 2018 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 1^{er} août 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,01 \$ par action ordinaire, payable le 10 septembre 2018 aux actionnaires inscrits le 31 août 2018.

Le 1^{er} août 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 1^{er} octobre 2018 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 14 septembre 2018.

Le 1^{er} août 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 1^{er} octobre 2018 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 14 septembre 2018.

Risques

La capacité de la Société de maintenir et d'exécuter sa stratégie d'affaires avec succès dépend de la réputation personnelle de ses employés-cadres, de leur jugement, de leur aptitude pour les affaires et de leurs compétences en réalisation de projets. Toute perturbation dans la gestion pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés des clients, et pourrait avoir une incidence considérable sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de la Société sont de par leur nature soumis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des produits de base, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de la Société. Un placement dans les actions ordinaires ou privilégiées de la Société comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation pourraient être importants et sont inhérents aux activités de la Société. La Société est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque de

liquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste, ainsi qu'au risque de taux d'intérêt et au risque d'écart de taux du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. De plus, les activités de la Société au Royaume-Uni sont exposées au risque de marché et au risque de volatilité liés à ce qu'on appelle le « Brexit », soit la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne. Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity dépendent des volumes de négociation et de la valeur de l'actif et, par conséquent, du niveau d'activité sur les marchés, du degré de confiance des investisseurs et des cours de marché. Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement des sociétés émettrices, de sa participation à des mandats de consultation, du succès de ses activités de tenue de marché et de négociation à titre de contrepartiste, ainsi que de la volonté des clients institutionnels de négocier des transactions sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également y avoir un décalage entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de la Société sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, à Hong Kong, en Australie et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour la Société beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de la Société. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs permet de financer les activités courantes et futures et d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorise la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation qui régissent l'utilisation de capital réglementaire par les filiales de la Société figure à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités de la Société de l'exercice 2018.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (le « Bank Secrecy Act ») et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (les « indications du FinCEN ») portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

Renseignements supplémentaires

Un rapport détaillé sur les activités de la Société, ses stratégies, ses objectifs et les risques auxquels elle s'expose figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels audités, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2018 de la Société, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 juin 2018	31 mars 2018
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		739 311 \$	862 838 \$
Titres détenus	4	625 799	469 217
Créances clients	6, 18	2 388 761	2 215 837
Impôt sur le résultat à recevoir		5 362	1 170
Total des actifs courants		3 759 233	3 549 062
Actifs d'impôt différé		18 200	19 941
Placements	7	2 191	2 035
Matériel et aménagements des locaux loués		28 467	30 967
Immobilisations incorporelles	9	153 747	160 757
Goodwill	9	259 998	257 974
		4 221 836 \$	4 020 736 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Actifs courants			
Dette bancaire	5	14 526 \$	— \$
Titres vendus à découvert	4	418 081	301 006
Dettes fournisseurs et charges à payer	6, 18	2 734 782	2 638 954
Provisions	20	7 789	8 428
Impôt sur le résultat à payer		3 739	7 851
Dette subordonnée	11	7 500	7 500
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	12	9 233	9 679
Total des passifs courants		3 195 650	2 973 418
Passifs d'impôt différé		13 435	13 715
Débetures convertibles	13	57 249	57 081
Contrepartie différée	5	10 117	9 997
Contrepartie éventuelle	5, 8	51 550	49 844
Emprunt bancaire	12	59 009	61 758
		3 387 010	3 165 813
Capitaux propres			
Actions privilégiées	14	205 641	205 641
Actions ordinaires	15	663 665	649 846
Composante capitaux propres des débetures convertibles	13	2 604	2 604
Bons de souscription	15	1 975	1 975
Surplus d'apport		121 523	145 426
Résultats non distribués (déficit)		(275 326)	(277 472)
Cumul des autres éléments du résultat global		99 485	113 332
Total des capitaux propres		819 567	841 352
Participations ne donnant pas le contrôle		15 259	13 571
Total des capitaux propres		834 826	854 923
		4 221 836 \$	4 020 736 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration,

« Daniel Daviau »

DANIEL DAVIAU

Administrateur

« Terrence A. Lyons »

TERRENCE A. LYONS

Administrateur

Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Pour les périodes de trois mois closes les	
		30 juin 2018	30 juin 2017
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
Commissions et honoraires		136 380 \$	104 955 \$
Financement de sociétés		67 521	40 696
Honoraires de consultation		24 914	18 896
Négociation à titre de contrepartiste		30 908	25 887
Intérêts		9 246	5 176
Autres		5 154	4 198
		274 123	199 808
CHARGES			
Rémunération au rendement		137 746	106 304
Charges salariales		28 587	22 407
Frais de négociation		18 500	17 252
Locaux et matériel		9 947	10 109
Communications et technologie		15 186	12 658
Intérêts		5 594	4 445
Frais d'administration		23 684	19 300
Amortissement		6 638	4 994
Frais de développement		3 859	1 479
Frais de restructuration	20	1 316	448
Frais connexes aux acquisitions		1 173	2 184
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	7	11	—
		252 241 \$	201 580 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		21 882	(1 772)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat			
Actifs courants		2 484	1 478
Différé		749	(690)
	10	3 233	788
Résultat net de la période		18 649 \$	(2 560) \$
Résultat net attribuable aux :			
Actionnaires de GCGI		17 616 \$	(2 262) \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1 033 \$	(298) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
De base	15	94 363	93 069
Après dilution	15	117 541	s. o.
Résultat par action ordinaire			
De base	15	0,16 \$	(0,05) \$
Après dilution	15	0,14 \$	(0,05) \$
Dividendes par action privilégiée de série A	16	0,24 \$	0,24 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	16	0,31 \$	0,31 \$
Dividendes par action ordinaire	16	0,01 \$	0,01 \$

Voir les notes ci-jointes.

États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes les	
	30 juin 2018	30 juin 2017
Résultat net de la période	18 649 \$	(2 560) \$
Autres éléments du résultat global		
Variation nette des (pertes latentes) profits latents à la conversion des établissements à l'étranger, nette de l'impôt	(12 892)	305
Résultat global de l'exercice	5 757 \$	(2 255) \$
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	3 769 \$	(2 488) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1 988 \$	233 \$

Voir les notes ci-jointes.

États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Pour les périodes de trois mois closes les	
		30 juin 2018	30 juin 2017
Actions privilégiées au début et à la fin de la période	14	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires au début de la période		649 846	641 449
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions		233	—
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(17 160)	(18 788)
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par les fiducies pour les avantages du personnel		30 475	23 956
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		271	(121)
Actions ordinaires à la fin de la période	15	663 665	646 496
Bons de souscription au début et à la fin de la période		1 975	1 975
Débetures convertibles – capitaux propres, au début et à la fin de la période	13	2 604	2 604
Surplus d'apport au début de la période		145 426	85 405
Paiements fondés sur des actions		(23 879)	(11 987)
Variation de l'actif d'impôt différé lié aux paiements fondés sur des actions		73	—
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(97)	411
Surplus d'apport à la fin de la période		121 523	73 829
Résultats non distribués (déficit) au début de la période		(277 472)	(267 559)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		17 616	(2 262)
Dividendes sur actions ordinaires	16	(13 119)	(11 351)
Dividendes sur actions privilégiées	16	(2 351)	(2 540)
Résultats non distribués (déficit) à la fin de la période		(275 326)	(283 712)
Cumul des autres éléments du résultat global au début de la période		113 332	95 270
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de GCGI		(13 847)	(226)
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période		99 485	95 044
Total des capitaux propres		819 567	741 877
Participations ne donnant pas le contrôle au début de la période		13 571	11 858
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		(300)	390
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1 988	233
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période		15 259	12 481
Total des capitaux propres		834 826 \$	754 358 \$

Voir les notes ci-jointes.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Pour les périodes de trois mois closes les	
		30 juin 2018	30 juin 2017
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de la période		18 649 \$	(2 560) \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement		6 638	4 994
Charge d'impôt différé (recouvrement)		749	(690)
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	17	7 890	12 564
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	7	11	—
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
(Augmentation) diminution des titres détenus		(156 582)	198 831
(Augmentation) diminution des créances clients		(178 950)	1 209 169
Augmentation (diminution) de l'impôt sur le résultat à recevoir, montant net		(7 591)	286
Augmentation (diminution) des titres vendus à découvert		117 075	(235 440)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		100 986	(1 284 115)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(91 125)	(96 961)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation (diminution) de la dette bancaire		14 526	(25 280)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT		(17 160)	(18 788)
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(13 119)	(11 351)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(2 351)	(2 540)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(18 104)	(57 959)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc., nette de la trésorerie acquise		(7 547)	—
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(362)	(1 681)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(7 909)	(1 681)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		(6 389)	557
Diminution de la situation de trésorerie		(123 527)	(156 044)
Situation de trésorerie au début de l'exercice		862 838	677 769
Situation de trésorerie à la fin de l'exercice		739 311 \$	521 725 \$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		10 711 \$	5 111 \$
Intérêts payés		5 120 \$	2 921 \$
Impôt sur le résultat payé		10 515 \$	2 083 \$

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 01 Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société » ou « GCGL »), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine et à Dubaï. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 400 – 725 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de la Société sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de celle-ci sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

NOTE 02 Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne comprennent pas toute l'information à fournir dans les états financiers annuels et doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2018 et pour l'exercice clos à cette date (les « états financiers consolidés du 31 mars 2018 ») déposés sur SEDAR le 6 juin 2018. Tous les termes définis utilisés dans les présentes sont conformes aux termes définis dans les états financiers consolidés du 31 mars 2018.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus et les titres vendus à découvert, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités le 1^{er} août 2018.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes de crédit attendues, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec les acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (note 8).

NOTE 03 Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

Les méthodes comptables utilisées pour la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités cadrent avec celles présentées à la note 5 dans les états financiers consolidés du 31 mars 2018, à l'exception que la Société a adopté les nouvelles normes comptables présentées ci-après à compter du 1^{er} avril 2018 :

IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 »)

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 9, qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*. La Société a adopté la norme selon l'approche rétrospective modifiée. L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence significative sur l'évaluation des actifs et des passifs financiers de la Société.

L'incidence de l'IFRS 9 sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de trois mois close le 30 juin 2018 se résume ainsi:

Classement des actifs et passifs financiers

L'IFRS 9 définit les exigences de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 établit une nouvelle approche de classement et d'évaluation pour les actifs financiers qui reflète le modèle économique suivi pour les gérer ainsi que les caractéristiques de leurs flux de trésorerie.

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). Le classement repose sur deux critères: le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le « critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels »). Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant des actifs financiers, soit en vendant des actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

- Coût amorti – Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir des actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.
- JVAERG – Un actif financier est évalué à la JVAERG s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent le placement de la Société dans Euroclear, qui était auparavant classé comme étant disponible à la vente selon l'IAS 39. Il n'y a aucun autre actif financier évalué à la JVAERG.
- Tous les autres actifs financiers sont évalués à la JVRN et sont des titres négociables détenus et vendus à découvert.

La Société reclasse les actifs financiers seulement lorsque le modèle économique qu'elle suit pour les gérer change.

Dépréciation d'actifs financiers

L'adoption de l'IFRS 9 a modifié la méthode de comptabilisation de la perte de valeur des actifs financiers de la Société et remplace l'ancien modèle de l'IAS 39 fondé sur les pertes subies par un nouveau modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues. Selon le modèle des pertes de crédit attendues, la Société doit comptabiliser une provision pour les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir ou pour la durée de vie. Les pertes de crédit attendues sont comptabilisées en fonction de ce qui suit:

- Une provision pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir est comptabilisée au moment de la comptabilisation initiale et représente la portion des insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie qui surviendrait advenant une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture, pondérée par le risque qu'il y ait défaillance.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée lorsqu'une augmentation importante du risque de crédit est détectée après la comptabilisation initiale des instruments et représente les insuffisances de flux de trésorerie qui surviendraient au cours de la durée de vie attendue de l'instrument financier.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée pour les instruments financiers dépréciés.

L'IFRS 9 fournit également une méthode simplifiée à l'égard des pertes de crédit attendues liées aux créances clients, qui se fonde sur un concept de matrice des provisions et qui utilise l'historique des pertes d'une entité selon la tranche d'âge, ajustée de manière à effectuer des estimations prospectives, le cas échéant.

Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au nouveau modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de 12 mois à compter de la comptabilisation initiale et par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. La Société a établi une matrice des provisions fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée selon les facteurs prospectifs, le cas échéant. La provision ne devrait pas avoir d'incidence importante sur nos états financiers consolidés intermédiaires pour la période de trois mois close le 30 juin 2018.

Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 offre davantage de flexibilité à l'égard des types d'opérations admissibles à la comptabilité de couverture. Comme la Société n'applique pas la comptabilité de couverture selon l'IAS 39 et l'IFRS 9, l'adoption de l'IFRS 9 n'a pas d'incidence significative sur nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de trois mois close le 30 juin 2018.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 15 selon l'approche rétrospective modifiée. L'IFRS 15 remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et établit un modèle unique en cinq étapes pour déterminer la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client.

Selon l'IFRS 15, les premières étapes à suivre dans le cadre de la comptabilisation des produits des activités ordinaires consistent à identifier les contrats conclus avec des clients qui sont pertinents et à définir les obligations de prestation découlant de ces contrats. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les obligations de prestation sont remplies, c'est-à-dire lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services. Selon l'IFRS 15, le prix de transaction doit également être réparti entre chaque obligation de prestation distincte proportionnellement aux prix de vente spécifiques. En outre, la contrepartie variable devrait être comptabilisée dans la seule mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur relatif à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important.

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés des contrats standard de la Société se résume ainsi :

- Commissions et honoraires – Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission et ceux générés par la vente de produits et services tarifés. Comme il a déjà été mentionné, l'IFRS 15 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services, alors que l'IAS 18 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens ou des services sont transférés au client. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des commissions et des honoraires est remplie par le règlement de transactions auprès des clients. Il n'y a pas de changement important dans le montant ni le calendrier des produits comptabilisés en vertu de l'IFRS 15 par rapport à l'IAS 18, étant donné que le transfert des risques et des avantages liés aux services et le transfert du contrôle surviennent au même moment.
- Financement de sociétés – Les produits tirés du financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. L'IFRS 15 n'a pas d'incidence importante sur la comptabilisation des produits tirés du financement de sociétés par rapport à l'IAS 18. Selon l'IAS 18, les produits étaient comptabilisés à la clôture de la transaction de prise ferme, ce qui correspond au moment où l'obligation de prestation est remplie selon l'IFRS 15.
- Honoraires de consultation – Les honoraires de consultation comprennent les honoraires de gestion et de consultation, y compris les produits tirés des activités de fusions et acquisitions. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des honoraires de consultation est remplie lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis. Dans certains cas, les honoraires sont perçus selon les progrès réalisés et ne répondent pas aux exigences d'une obligation de prestation distincte. Selon l'IFRS 15, de tels paiements pourraient être différés ou comptabilisés selon la méthode de l'amortissement jusqu'à ce que l'obligation de prestation soit remplie. L'incidence de ce changement sur les résultats non distribués au début de la période au 1^{er} avril 2018 et pour la période de trois mois close le 30 juin 2018 n'est pas significative.
- Les catégories de produits des activités ordinaires suivantes sont exclues du champ d'application de l'IFRS 15 : les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, qui comprennent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste, les produits d'intérêts, ainsi que les produits divers qui comprennent les profits ou les pertes de change et les produits tirés de nos services de courtage de correspondance.

NOTE 04

Titres détenus et titres vendus à découvert

	30 juin 2018		31 mars 2018	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	351 368 \$	306 822 \$	254 671 \$	220 792 \$
Actions et débetures convertibles	274 431	111 259	214 546	80 214
	625 799 \$	418 081 \$	469 217 \$	301 006 \$

Au 30 juin 2018, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2018 à 2098 (de 2018 à 2098 au 31 mars 2018) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 14,00 % (de 0,00 % à 14,00 % au 31 mars 2018).

NOTE 05

Instruments financiers

CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Au 30 juin 2018 et au 31 mars 2018, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Juste valeur par le biais du résultat net		Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		Coût amorti		Total	
	30 juin 2018	31 mars 2018	30 juin 2018	31 mars 2018	30 juin 2018	31 mars 2018	30 juin 2018	31 mars 2018
Actifs financiers								
Titres détenus	625 799 \$	469 217 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	625 799 \$	469 217 \$
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 493 760	1 405 380	1 493 760	1 405 380
Montants à recevoir des clients	—	—	—	—	352 647	333 434	352 647	333 434
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	—	319 844	330 369	319 844	330 369
Autres créances clients	—	—	—	—	222 510	146 654	222 510	146 654
Total des actifs financiers	625 799 \$	469 217 \$	— \$	— \$	2 388 761 \$	2 215 837 \$	3 014 560 \$	2 685 054 \$
Passifs financiers								
Titres vendus à découvert	418 081 \$	301 006 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	418 081 \$	301 006 \$
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 144 615	1 051 546	1 144 615	1 051 546
Montants à payer à des clients	—	—	—	—	1 329 760	1 228 201	1 329 760	1 228 201
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	260 407	359 207	260 407	359 207
Dette subordonnée	—	—	—	—	7 500	7 500	7 500	7 500
Débitures convertibles	—	—	—	—	57 249	57 081	57 249	57 081
Contrepartie différée	—	—	—	—	10 117	9 997	10 117	9 997
Contrepartie éventuelle	—	—	—	—	51 550	49 844	51 550	49 844
Emprunt bancaire	—	—	—	—	68 242	71 437	68 242	71 437
Total des passifs financiers	418 081 \$	301 006 \$	— \$	— \$	2 929 440 \$	2 834 813 \$	3 347 521 \$	3 135 819 \$

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Au 30 juin 2018 et au 31 mars 2018, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	30 juin 2018	Juste valeur estimée		
		30 juin 2018		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	12 759 \$	— \$	12 759 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	338 609	58 277	280 332	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	351 368	58 277	293 091	—
Actions	272 819	214 282	58 401	136
Débetures convertibles	1 612	—	1 612	—
Actions et débetures convertibles	274 431	214 282	60 013	136
	625 799	272 559	353 104	136
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(2 340)	—	(2 340)	—
Titres de créance de gouvernements	(304 482)	(51 589)	(252 893)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(306 822)	(51 589)	(255 233)	—
Actions	(111 259)	(99 153)	(12 106)	—
Débetures convertibles	—	—	—	—
Actions et débetures convertibles	(111 259)	(99 153)	(12 106)	—
	(418 081)	(150 742)	(267 339)	—
Contrepartie différée	(10 117)	—	—	(10 117)
Contrepartie éventuelle	(51 550)	—	—	(51 550)
	(479 748)	(150 742)	(267 339)	(61 667)

	31 mars 2018	Juste valeur estimée		
		31 mars 2018		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	13 794 \$	— \$	13 794 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	240 877	30 593	210 284	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	254 671	30 593	224 078	—
Actions	214 086	165 546	48 404	136
Débetures convertibles	460	—	460	—
Actions et débetures convertibles	214 546	165 546	48 864	136
	469 217	196 139	272 942	136
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(4 836)	—	(4 836)	—
Titres de créance de gouvernements	(215 956)	(34 388)	(181 568)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(220 792)	(34 388)	(186 404)	—
Actions	(79 011)	(66 714)	(12 297)	—
Débetures convertibles	(1 203)	—	(1 203)	—
Actions et débetures convertibles	(80 214)	(66 714)	(13 500)	—
	(301 006)	(101 102)	(199 904)	—
Contrepartie différée	(9 997)	—	—	(9 997)
Contrepartie éventuelle	(49 844)	—	—	(49 844)
	(360 847)	(101 102)	(199 904)	(59 841)

Variation des passifs financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2018	(59 705) \$
Ajout d'une contrepartie éventuelle	(4 000)
Ajout d'une contrepartie différée	(744)
Réévaluation de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle – fluctuations de change	2 918
Solde au 30 juin 2018	(61 531) \$

Outre une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de 56,9 millions \$ comptabilisées dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 et incluses dans les passifs financiers de niveau 3, une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle

de 4,7 millions \$ étaient incluses dans le total du prix des acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (note 8). La contrepartie différée et la contrepartie éventuelle sont réglées en espèces avec les profits ou pertes étant ultérieurement comptabilisés en résultat.

ESTIMATION DE LA JUSTE VALEUR

i. Instruments financiers de niveau 2

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent également le placement de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 6,2 millions \$ (4,1 millions €) au 30 juin 2018 (6,4 millions \$ au 31 mars 2018 (4,1 millions €)). La juste valeur actuelle est déterminée au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des transactions récentes de rachat d'actions. Ce placement est classé comme étant un actif financier évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

ii. Instruments financiers de niveau 3

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme étant des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN ») est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des instruments financiers évalués à la JVRN sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements évalués à la JVRN au 30 juin 2018 s'établissait à 0,1 million \$ (0,1 million \$ au 31 mars 2018).

Les passifs financiers de niveau 3 comprennent également la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle incluses dans le total du prix des acquisitions de Hargreave Hale et de Jitneytrade (note 8). La juste valeur de ces passifs financiers s'approchait de leur valeur comptable au 30 juin 2018.

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 30 juin 2018 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	38,7 \$ US	1,31 \$ (\$ CA/\$ US)	3 juillet 2018	(106) \$
Pour acheter des dollars américains	1,4 \$ US	1,32 \$ (\$ CA/\$ US)	3 juillet 2018	(5) \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2018 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	17,7 \$ US	1,28 \$ (\$ CA/\$ US)	2 avril 2018	(240) \$
Pour acheter des dollars américains	2,1 \$ US	1,29 \$ (\$ CA/\$ US)	2 avril 2018	3 \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 30 juin 2018, leur échéance moyenne pondérée était de 57 jours (85 jours au 31 mars 2018). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme au 30 juin 2018. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	30 juin 2018			31 mars 2018		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	3 117 \$	3 007 \$	161 750 \$	847 \$	747 \$	141 662 \$

Contrats à terme standardisés

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 juin 2018, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours s'établissait à une position vendeur de 6,3 millions \$ (position acheteur de 0,1 million \$ au 31 mars 2018).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période considérée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Ces transactions sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur de marché du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces transactions sont garanties par des espèces ou des titres, y compris des bons du trésor et des obligations gouvernementales, et sont comptabilisées dans les créances clients et les dettes fournisseurs. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable.

	Trésorerie		Titres détenus	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
30 juin 2018	222 569 \$	39 128 \$	61 867 \$	343 172 \$
31 mars 2018	185 042 \$	36 359 \$	52 685 \$	227 677 \$

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts remboursables à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 juin 2018, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de 14,5 millions \$ (néant au 31 mars 2018).

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Les filiales de la Société disposent également de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 672,9 millions \$. Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Aux 30 juin 2018 et 2017, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Une filiale de la Société a également fourni une lettre de crédit de soutien irrévocable garantie auprès d'une institution financière totalisant 2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) (2,7 millions \$ au 31 mars 2018 (2,0 millions \$ US)) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Au 30 juin 2018 et au 31 mars 2018, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

NOTE 06 Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	30 juin 2018	31 mars 2018
Courtiers en valeurs mobilières	1 493 760 \$	1 405 380 \$
Clients	352 647	333 434
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	319 844	330 369
Autres	222 510	146 654
	2 388 761 \$	2 215 837 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	30 juin 2018	31 mars 2018
Courtiers en valeurs mobilières	1 144 615 \$	1 051 546 \$
Clients	1 329 760	1 228 201
Autres	260 407	359 207
	2 734 782 \$	2 638 954 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (« OCRCVM ») et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,45 % à 8,00 % et de 0,00 % à 0,45 % au 30 juin 2018; respectivement de 6,45 % à 7,50 % et de 0,00 % à 0,45 % au 31 mars 2018).

Au 30 juin 2018, la provision pour créances douteuses était de 4,7 millions \$ (3,4 millions \$ au 31 mars 2018).

NOTE 07**Placements**

	30 juin 2018	31 mars 2018
Placements	2 191 \$	2 035 \$

La Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 833 333 unités de catégorie B de Canaccord Genuity Acquisition Corp. (« CGAC ») à un prix de 3,00 \$ l'unité pour un montant de 2,5 millions \$. CGAC est une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Chaque unité de catégorie B comprend une action de catégorie B et un bon de souscription.

La Société détient une participation de 31,4 % dans CGAC et est réputée exercer une influence importante sur les activités de CGAC. Par conséquent, le placement dans CGAC est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, la quote-part de la perte nette de CGAC a été de 0,01 million \$.

Le 11 juin 2018, CGAC a annoncé la fusion proposée avec Spark Power Corp. La fusion constituera la transaction admissible de CGAC et est assujettie au respect de certaines conditions, notamment l'obtention des approbations des organismes de réglementation et des actionnaires de CGAC.

NOTE 08**Regroupement d'entreprises**

Le 25 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant à acquérir Jitneytrade Inc. et Finlogik Inc. directement et indirectement par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. (appelé collectivement « Jitneytrade »). Jitneytrade Inc. est un courtier à accès direct et un négociateur de contrats à terme et d'options sur actions au Canada. Finlogik Inc. propose au marché canadien des solutions à valeur ajoutée en technologie financière. L'acquisition a été conclue le 6 juin 2018. Cette acquisition sert à soutenir la stratégie de croissance du marché intermédiaire de la Société en améliorant sa part de marché sur le plan des activités de négociation d'actions et en donnant l'accès à de nouveaux secteurs de croissance grâce à l'accélération du développement d'une offre de produits en technologie financière améliorée. Le prix d'acquisition total a été de 14,8 millions \$, dont une tranche de 10,1 millions \$ a été versée à la clôture, en plus d'une contrepartie différée additionnelle de 0,7 million \$ payable le 8 juin 2020. En outre, une contrepartie éventuelle estimée à 4,0 millions \$ est payable sur une période pouvant aller jusqu'à cinq ans, en fonction de certaines mesures de la performance. Une tranche de 1,3 million \$ de la contrepartie totale est détenue en main tierce et sera versée sur une période pouvant aller jusqu'au 8 juin 2020.

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie versée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, est comme suit :

CONTREPARTIE PAYÉE

Trésorerie	10 058 \$
Contrepartie différée	744
Contrepartie éventuelle	4 000
	<hr/>
	14 802 \$

ACTIF NET ACQUIS

Trésorerie	2 511 \$
Créances clients	4 896
Autres immobilisations corporelles	3 114
Passifs	(6 790)
Immobilisations incorporelles identifiables	1 922
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(509)
Goodwill	9 658
	<hr/>
	14 802 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 1,9 million \$ ont été comptabilisées et comprennent les relations clients. Le goodwill de 9,7 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

La direction a estimé que la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à cette acquisition pourrait atteindre 4,0 millions \$ à la date d'acquisition et sera payable sur une période pouvant aller jusqu'à cinq ans. La contrepartie éventuelle doit être réglée au comptant et constitue un passif financier, et les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle seront comptabilisées dans le compte de résultat. Le calcul de la juste valeur est fonction des flux de trésorerie actualisés estimés, et l'hypothèse clé qui a une incidence sur la juste valeur concerne la probabilité d'atteinte des mesures de la performance.

Les montants ci-dessus, y compris la juste valeur de l'actif net acquis de Jitneytrade, sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires non audités à partir des informations alors disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Les montants fondés sur des estimations sont susceptibles de changer au cours de la période de 12 mois suivant la date d'acquisition.

Les frais connexes à l'acquisition engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de Jitneytrade ont totalisé 1,2 million \$. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et des coûts salariaux.

Les contributions de Jitneytrade aux produits des activités ordinaires et à la perte nette, y compris les frais connexes à l'acquisition, se sont élevées respectivement à 0,9 million \$ et 0,5 million \$ depuis la date d'acquisition.

Si Jitneytrade avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2018 à l'état du résultat consolidé, les produits des activités ordinaires et le résultat net consolidés auraient été respectivement d'environ 275,0 millions \$ et 18,1 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018. Ces chiffres sont fondés sur des résultats historiques qui ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

La répartition préliminaire du prix d'acquisition de Hargreave Hale Limited, dont l'acquisition a été conclue le 18 septembre 2017, sera finalisée au cours de la période de six mois se terminant le 30 septembre 2018.

NOTE 09

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Immobilisations incorporelles identifiables							
	Goodwill	Marques	Relations clients	Technologie	Ententes de non-concurrence	Permis de négociation	Gestion de fonds	Total
Montant brut								
Solde au 31 mars 2018	580 606 \$	44 930 \$	123 174 \$	35 401 \$	14 153 \$	196 \$	40 238	258 092 \$
Ajouts	9 658	—	1 922	—	—	—	—	1 922
Transfert entre catégories	—	—	—	—	—	—	—	—
Variation	(7 634)	—	(4 106)	(1 409)	—	—	(1 852)	(7 367)
Solde au 30 juin 2018	582 630	44 930	120 990	33 992	14 153	196	38 386	252 647
Amortissement et dépréciation cumulés								
Solde au 31 mars 2018	(322 632)	—	(61 778)	(19 373)	(14 153)	(196)	(1 835)	(97 335)
Transfert entre catégories	—	—	—	—	—	—	—	—
Amortissement	—	—	(2 850)	(604)	—	—	(592)	(4 046)
Variation	—	—	1 624	763	—	—	94	2 481
Solde au 30 juin 2018	(322 632)	—	(63 004)	(19 214)	(14 153)	(196)	(2 333)	(98 900)
Valeur comptable nette								
31 mars 2018	257 974	44 930	61 396	16 028	—	—	38 403	160 757
30 juin 2018	259 998 \$	44 930 \$	57 986 \$	14 778 \$	— \$	— \$	36 053	153 747 \$

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (« Genuity »), de la participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (« Canaccord Genuity Australia »), de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP »), d'Eden Financial, Hargreave Hale et Jitneytrade comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation, le contrat de gestion de fonds et la technologie qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les marques acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue.

Par suite de l'acquisition de Jitneytrade, la Société a comptabilisé un goodwill de 9,7 millions \$ et des immobilisations incorporelles identifiables de 1,9 million \$ liées aux relations clients à la date d'acquisition, qui est amorti sur huit ans (note 8).

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET D'AUTRES ACTIFS

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis par l'entremise des regroupements d'entreprises sont comme suit :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	30 juin 2018	31 mars 2018	30 juin 2018	31 mars 2018	30 juin 2018	31 mars 2018
UGT de Canaccord Genuity						
Canada (Genuity)	44 930 \$	44 930 \$	92 074 \$	92 074 \$	137 004 \$	137 004 \$
Canada (Jitneytrade)	—	—	9 658	—	9 658	—
UGT de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	93 256	97 754	93 256	97 754
Royaume-Uni et Europe (Eden Financial Ltd.) (« Eden »)	—	—	10 266	10 761	10 266	10 761
Royaume-Uni et Europe (Hargreave Hale)	—	—	54 744	57 385	54 744	57 385
	44 930 \$	44 930 \$	259 998 \$	257 974 \$	304 928 \$	302 904 \$

On considère que la marque Genuity a une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser à l'avenir.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Au 30 juin 2018, aucun indice de dépréciation n'avait été identifié.

NOTE 10 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné du fait des éléments suivants :

	30 juin 2018	30 juin 2017
Charge d'impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 27,0 % (26,0 % à l'exercice 2018)	5 908 \$	(461) \$
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(419)	(837)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	522	652
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	(464)	145
Autres	(201)	40
(Utilisation des pertes fiscales antérieurement non comptabilisées) pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées	(1 236)	1 609
Paiements fondés sur des actions	(877)	(360)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat	3 233 \$	788 \$

NOTE 11 Dette subordonnée

	30 juin 2018	31 mars 2018
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	7 500 \$	7 500 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM. Au 30 juin 2018 et au 31 mars 2018, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 7,45 % et 7,45 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

NOTE 12 Emprunt bancaire

	30 juin 2018	31 mars 2018
Emprunt	69 164 \$	72 500 \$
Moins : frais de financement non amortis	(922)	(1 063)
	68 242	71 437
Tranche à court terme	9 233	9 679
Tranche à long terme	59 009	61 758

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale, une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang d'un montant de 40,0 millions £ (69,2 millions \$ CA au 30 juin 2018) aux fins du financement d'une partie de la contrepartie au comptant. Au 30 juin 2018, la Société avait un solde impayé de 68,2 millions \$, déduction faite des frais de financement non amortis. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans. L'emprunt porte intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 2,125 % (taux LIBOR annuel majoré de 3,375 % au 31 mars 2018).

NOTE 13 Débentures convertibles

	30 juin 2018		31 mars 2018	
	Passif	Capitaux propres	Passif	Capitaux propres
Débentures convertibles	57 249 \$	2 604 \$	57 081 \$	2 604 \$

Les conditions relatives aux débentures convertibles sont présentées à la note 17 des états financiers consolidés du 31 mars 2018.

NOTE 14 Actions privilégiées

	30 juin 2018		31 mars 2018	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	110 818 \$	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C, détenues comme actions autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641 \$	8 433 206	205 641 \$	8 433 206

Les conditions relatives aux actions privilégiées de série A et de série C sont présentées à la note 18 des états financiers consolidés du 31 mars 2018.

NOTE 15 Actions ordinaires et bons de souscription

	30 juin 2018		31 mars 2018	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	772 979 \$	113 548 507	772 746 \$	113 522 629
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(4 826)	(136 483)	(5 098)	(654 322)
Détenues dans le cadre du RILT	(104 488)	(16 909 776)	(117 802)	(19 814 432)
	663 665 \$	96 502 248	649 846 \$	93 053 875

	30 juin 2018		31 mars 2018	
	Montant	Nombre de bons de souscription	Montant	Nombre de bons de souscription
Bons de souscription				
Bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	1 975 \$	3 438 412	1 975 \$	3 438 412

i) AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

ii) ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2018	113 522 629	772 746 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 17)	25 878	233
Solde au 30 juin 2018	113 548 507	772 979 \$

Le 11 août 2017, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 15 août 2017 au 14 août 2018, jusqu'à concurrence de 5 675 573 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 1^{er} avril 2018 et le 30 juin 2018, aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA actuelle et de l'OPRCNA précédente.

iii) RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les périodes de trois mois closes les	
	30 juin 2018	30 juin 2017
Résultat par action ordinaire – de base		
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	17 616 \$	(2 262) \$
Dividendes sur actions privilégiées	(2 351)	(2 540)
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	15 265	(4 802)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	94 363 223	93 068 914
Résultat par action – de base	0,16 \$	(0,05) \$
Résultat par action ordinaire – après dilution		
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	15 265	(4 802)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	94 363 223	s. o.
Effet dilutif dans le cadre du RILT (nombre)	13 116 029	s. o.
Effet dilutif lié aux autres régimes de paiements fondés sur des actions (nombre)	28 309	s. o.
Effet dilutif lié aux bons de souscription (nombre)	802 255	s. o.
Effet dilutif lié aux débetures convertibles (nombre)	9 230 769	s. o.
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	117 540 585	s. o.
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,14 \$	(0,05) \$

Les actions pouvant être émises à la conversion des débetures convertibles ont été incluses dans les calculs du résultat par action après dilution pour le trimestre clos le 30 juin 2018. Par conséquent, le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires a été ajusté en tenant compte de la charge d'intérêts après impôt liée aux débetures convertibles comptabilisée au cours de la période. Le nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires comprenait également l'effet dilutif associé à la conversion des débetures convertibles.

Pour les périodes ayant des pertes nettes attribuables aux actionnaires ordinaires, tous les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs du résultat par action après dilution, ces instruments étant antidilutifs.

NOTE 16

Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

La Société a déclaré le dividende sur actions ordinaires suivant pour le trimestre clos le 30 juin 2018 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire actions ordinaires	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
22 juin 2018	3 juillet 2018	0,12 \$	13 626 \$

Le 1^{er} août 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,01 \$ par action ordinaire, payable le 10 septembre 2018 aux actionnaires inscrits le 31 août 2018 (note 21).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
22 juin 2018	3 juillet 2018	0,24281 \$	0,31206 \$	2 351 \$

Le 1^{er} août 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 1^{er} octobre 2018 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 14 septembre 2018 (note 21).

Le 1^{er} août 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 1^{er} octobre 2018 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 14 septembre 2018 (note 21).

NOTE 17

Régimes de paiement fondé sur des actions

i) RILT

En vertu du régime d'intéressement à long terme (« RILT »), ou le « régime », des unités d'actions temporairement incessibles (UATI), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime sont réglées au moyen d'un transfert d'actions de fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») qui sont financées par la Société, ou certaines de ses filiales,

selon le cas, avec de la trésorerie que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions*. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont donc assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Il y a eu 4 068 842 UATI attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de la période close le 30 juin 2018 (5 925 867 UATI le 30 juin 2017). Les fiduciaires ont acquis 2 175 707 actions ordinaires au cours du trimestre clos le 30 juin 2018 (3 502 787 actions ordinaires le 30 juin 2017).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours du trimestre clos le 30 juin 2018 s'est établie à 7,10 \$ (5,00 \$ au 30 juin 2017).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2018	20 130 388
Attributions	4 068 842
UATI dont les droits sont acquis	(5 084 408)
UATI auxquelles il a été renoncé	(35 673)
Attributions en cours au 30 juin 2018	19 079 149

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2018	19 814 432
Actions acquises	2 175 707
Actions libérées à l'acquisition des droits	(5 080 363)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 30 juin 2018	16 909 776

ii) UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du 3^e anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours moyen des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. La valeur comptable du passif lié aux UALR au 30 juin 2018 était de 6,1 millions \$ (6,1 millions \$ au 31 mars 2018).

iii) OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Le 1^{er} juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui sera présenté aux actionnaires aux fins d'approbation à l'assemblée générale du 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 6 220 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement et cette attribution sera présentée aux actionnaires aux fins de ratification à l'assemblée générale. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ par action et se fonde sur la juste valeur du marché par action ordinaire à la date d'attribution. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement (cours de l'action) sur le marché, et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à trois fois le prix d'exercice.

À compter d'août 2018, la Société commencera à comptabiliser une charge relative à ces options sur actions liées au rendement, sous réserve de l'approbation des actionnaires le 2 août 2018.

iv) CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les périodes de trois mois closes les	
	30 juin 2018	30 juin 2017
RILT	8 173 \$	11 969 \$
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	35	253
Unités d'actions différées (réglées en trésorerie)	(318)	342
Charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	7 890 \$	12 564 \$

NOTE 18 Transactions avec des parties liées

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

	30 juin 2018	31 mars 2018
Créances clients	658 \$	969 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	978	1 527

NOTE 19 Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï, en Australie et aux États-Unis. Canaccord Genuity comprend également les activités dans les Autres établissements à l'étranger, dont Canaccord Genuity Asia.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity, de Jineytrade et à la participation de 50 % dans Canaccord Genuity Australia. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP ») est attribué aux secteurs Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Hargreave Hale). Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au

niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

	Pour les périodes de trois mois closes les							
	30 juin 2018				30 juin 2017			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Commissions et honoraires	40 107 \$	96 273 \$	— \$	136 380 \$	41 773 \$	63 180 \$	2 \$	104 955 \$
Financement de sociétés	56 992	10 529	—	67 521	32 421	8 275	—	40 696
Honoraires de consultation	24 641	273	—	24 914	18 896	—	—	18 896
Négociation à titre de contrepartiste	30 894	14	—	30 908	25 832	52	3	25 887
Intérêts	2 201	4 688	2 357	9 246	1 999	2 431	746	5 176
Autres	1 337	799	3 018	5 154	865	1 013	2 320	4 198
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	134 461	85 409	13 780	233 650	119 276	56 420	12 334	188 030
Amortissement	2 063	4 252	323	6 638	2 418	2 315	261	4 994
Frais de développement	54	3 768	37	3 859	129	1 279	71	1 479
Charges d'intérêts	2 704	1 494	1 396	5 594	2 591	96	1 758	4 445
Frais de restructuration	1 316	—	—	1 316	448	—	—	448
Frais connexes aux acquisitions	1 173	—	—	1 173	—	2 184	—	2 184
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	11	11	—	—	—	—
Résultat avant impôt sur le résultat et imputations intersectorielles	14 401	17 653	(10 172)	21 882	(3 076)	12 657	(11 353)	(1 772)
Moins : Imputations intersectorielles	4 305	3 347	(7 652)	—	4 314	4 541	(8 855)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	10 096 \$	14 306 \$	(2 520) \$	21 882 \$	(7 390) \$	8 116 \$	(2 498) \$	(1 772) \$

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, au Royaume-Uni et en Europe (y compris Dubaï), aux États-Unis, en Australie et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent nos activités en Asie. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les périodes de trois mois closes les	
	30 juin 2018	30 juin 2017
Canada	97 388 \$	73 706 \$
Royaume-Uni et Europe (y compris Dubaï)	87 578	64 804
États-Unis	76 848	55 736
Australie	12 331	5 534
Autres établissements à l'étranger	(22)	28
	274 123 \$	199 808 \$

NOTE 20

Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours du trimestre clos le 30 juin 2018 :

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
Solde au 31 mars 2018	3 253 \$	5 175 \$	8 428 \$
Ajouts	118	1 316	1 434
Utilisées	(557)	(1 516)	(2 073)
Solde au 30 juin 2018	2 814 \$	4 975 \$	7 789 \$

La provision pour frais de restructuration comptabilisée au cours de la période close le 30 juin 2018 a trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la restructuration dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe.

ENGAGEMENTS, PROCÉDURES DE LITIGE ET PASSIF ÉVENTUEL

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 30 juin 2018, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des affaires, lesquelles, en date du 30 juin 2018, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

Outre les engagements ou éventualités de la Société décrits aux notes 26 et 27 des états financiers consolidés au 31 mars 2018, les sommes réclamées dans le cadre des poursuites suivantes, ou qui pourraient être réclamées, sont importantes et, par conséquent, ces poursuites sont décrites ci-après.

Certaines réclamations ont été invoquées contre la Société en ce qui a trait à la vente au Royaume-Uni par une société remplacée de certains produits de gestion de patrimoine conventionnels fiscalement avantageux relatifs à un partenariat cinématographique, et elles pourraient être importantes si ces réclamations sont judiciairisées, que des réclamations additionnelles sont effectuées et que les hypothèses utilisées par la Société pour déterminer que le succès de ces réclamations n'est ni probable et que ces dernières ne peuvent faire l'objet d'une estimation changent au cours de futures périodes. Bien que la Société entende se défendre vigoureusement si des réclamations sont judiciairisées, et estime que de telles réclamations seraient non fondées, la Société peut être tenue de comptabiliser une provision au titre d'un résultat défavorable qui pourrait avoir une incidence néfaste importante sur la situation financière de la Société. L'investissement total par les clients de la Société à l'égard de ces produits est estimé à 15,2 millions \$ (8,8 millions £). Le report d'impôt total obtenu initialement par les clients de la Société à l'égard de ces produits lorsqu'ils les ont achetés entre 2006 et 2009 est estimé à 22,7 millions \$ (13,1 millions £). L'application conformément aux annonces de l'autorité fiscale du Royaume-Uni, l'issue de certaines procédures judiciaires portant sur l'imposition de produits similaires vendus par d'autres conseillers financiers et les règlements conclus avec l'autorité fiscale du Royaume-Uni par certains investisseurs pourraient se traduire par un montant d'impôt à payer supérieur au montant d'impôt initialement reporté pour les acheteurs de ces produits. En date des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, deux protocoles préjudiciaires avaient été transmis à la Société par certains clients, protocoles réfutés par la Société. L'excédent de l'impôt éventuel à payer sur le montant d'impôt initialement reporté pour les clients visés par lesdits protocoles est estimé à environ 15,6 millions \$ (9,0 millions £), exclusion faite des autres coûts. À la date des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, il est impossible de déterminer l'issue probable des mesures d'application de la loi prises par l'autorité fiscale du Royaume-Uni à l'égard de cette affaire ainsi que la probabilité que la Société subisse une perte, ou le montant d'une telle perte, relativement aux réclamations déposées contre elle ou qui pourraient être déposées contre elle.

NOTE 21

Événements postérieurs à la date de clôture

DIVIDENDES

Le 1^{er} août 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,01 \$ par action ordinaire, payable le 10 septembre 2018 aux actionnaires inscrits le 31 août 2018 (note 16).

Le 1^{er} août 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 1^{er} octobre 2018 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 14 septembre 2018 (note 16).

Le 1^{er} août 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 1^{er} octobre 2018 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 14 septembre 2018 (note 16).

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Canaccord Genuity Group Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver, BC, Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver, BC
V7Y 1H2, Canada

Inscription en Bourse

Actions ordinaires :
Bourse de Toronto : CF

Actions privilégiées :
Série A (Bourse de Toronto) : CF.PR.A.
Série C (Bourse de Toronto) : CF.PR.C.

Site Web de la Société

www.canaccordgenuity.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto, ON, Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@canaccordgenuitygroup.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Christina Marinoff

Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : christina.marinoff@canaccord.com

Le rapport annuel 2018 de Groupe Canaccord Genuity Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

Date prévue de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour les quatre prochains trimestres

	Date prévue de publication des résultats	Date de clôture des registres pour actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T2/19	13 novembre 2018	14 décembre 2018	31 décembre 2018	30 novembre 2018	10 décembre 2018
T3/19	7 février 2019	15 mars 2019	1 ^{er} avril 2019	1 ^{er} mars 2019	15 mars 2019
T4/19	5 juin 2019	21 juin 2019	2 juillet 2019	21 juin 2019	2 juillet 2019
T1/20	7 août 2019	13 septembre 2019	30 septembre 2019	30 août 2019	10 septembre 2019

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, ON M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) :
1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais
(Amérique du Nord) ou
numéro de télécopieur
à l'international : 416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com.

Auditeur

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

